

# Le clergé et la vie religieuse dans le Valais napoléonien

par  
Michel SALAMIN

## Le cadre politique

Depuis le mois de mai 1797, quand Bonaparte demande au chargé d'affaires de France dans les Grisons de se rendre à Sion pour y négocier un droit de passage à travers le Valais pour les armées directoriales, jusqu'au moment où l'empire napoléonien s'effondre au mois de décembre 1813, le Valais intéresse le gouvernement de Paris<sup>1</sup>. Joindre le nord de l'Italie à la France et favoriser les relations économiques et militaires des deux pays, telle est la ligne de force de la politique française à l'égard du Valais.

Peu importe au Directoire, au Consulat puis à l'Empire que cette préoccupation politique bafoue les aspirations des 60 000 Valaisans. Ceux-ci ne s'appartiennent plus, puisque la géographie les a faits dépositaires d'un passage qui unit 40 millions de sujets du gouvernement français. Ils seront donc sacrifiés au mieux-être du plus grand nombre. Telle est la volonté française qui se manifeste avec éclat au cours de trois époques: durant les années du régime helvétique<sup>2</sup>, au temps de la République indépendante<sup>3</sup> et pendant la période de l'intégration du Valais à l'Empire sous le nom de département du Simplon<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> La présente étude a obtenu, sur manuscrit, le Prix Paul-Budry 1980.

<sup>2</sup> Pour l'étude de cette période, voir Michel SALAMIN, *Histoire politique du Valais sous la République helvétique (1792-1802)*, dans *Vallesia*, t. XII, Sion, 1957, pp. 1-280.

<sup>3</sup> Pour l'étude de cette période, voir Michel SALAMIN, *La République indépendante du Valais (1802-1810) I. L'évolution politique*, Sierre, 1971, (*Le passé retrouvé*, t. 1), 288 p.

<sup>4</sup> Pour l'étude de cette période, voir Yolande PITTIER, *Les réactions des Valaisans à l'annexion de leur pays à la France et leur attitude face au nouveau gouvernement (1810-1813)*, dans *Annales valaisannes*, 1981, pp. 3-50.

### **L'époque du régime helvétique**

Pierre Ochs connaît l'intérêt de la France pour le passage qui la relie à la Cisalpine. Il écrit au gouvernement de Paris, le 11 mars 1798: «Le Directoire n'a qu'à vouloir et ces communications auront lieu.» Les armées révolutionnaires envahissent les Pays suisses. Leurs baïonnettes forcent aussi les Valaisans à se soumettre au régime de l'Helvétique. Le Directoire suisse se plie à la volonté de celui de Paris et Frédéric-César de Laharpe suggère de sacrifier le Valais. S'il fallait, écrit-il, accorder aux Français un passage dans la plaine du Rhône, «autant vaudrait-il leur céder ce qui est sur la rive gauche du Rhône».

Au terme de plusieurs semaines de négociations, on signe un traité d'alliance offensive dont l'article V concède à la France le «libre et perpétuel passage de deux routes commerciales et militaires», dont l'une, de Genève au Tessin, traverse le Valais et franchit le Simplon. Durant les guerres de la seconde coalition, le territoire valaisan devient en partie le champ de bataille des armées étrangères. Russes, Autrichiens et Français s'affrontent dans la vallée de Conches jusqu'au jour où le général Masséna ordonne un vaste mouvement de troupes à l'issue duquel les armées alliées abandonnent le Haut-Valais.

Le flot des troupes françaises en marche vers l'Italie s'écoule à travers le Valais. Les incendies, les scènes de pillage, les dévastations de tous ordres sont quotidiens jusqu'à la répression complète de l'insurrection de 1799.

Quelques mois passent et, le 7 septembre 1800, Bonaparte décide l'aménagement de la route du Simplon qui, de Brigue à Domodossola, doit être praticable pour les canons. L'avenir du Valais dans la République helvétique est dès lors incertain. Des négociations s'ouvrent pour céder à la France la rive gauche du Rhône. Comme elles traînent en longueur, Bonaparte ordonne l'occupation militaire du Valais, le 26 octobre 1801, par trois bataillons cantonnés à Brigue, à Sion et à Villeneuve.

Le général Turreau qui commande ces troupes reçoit des instructions précises:

«L'un des objets de l'occupation du Valais, depuis le Simplon jusqu'au Mont-Blanc, est d'en préparer sans trouble la réunion, en disposant les esprits au gouvernement pour lequel ils sont destinés.»

Mais Turreau ne sait pas amener les Valaisans à solliciter leur adhésion à la France. Il les heurte; il les raidit contre l'occupant. Bonaparte s'impatiente: «Il faut décider l'affaire du Valais», ordonne-t-il. Et, reprenant l'idée que Talleyrand avait avancée, le 12 janvier 1802, il souhaite «l'indépendance du Valais en petite république».

### **L'illusion de la République indépendante**

Sous le calvaire de l'occupation «turreaunienne», le Valais marche peu à peu vers l'indépendance. Les représentants des républiques française, cisalpine et helvétique la proclament le 5 septembre 1802. Elle subsistera jusqu'au mois de novembre 1810.

Pendant huit ans, le Valais vit dans l'illusion de l'indépendance. Il se croit libre et il obéit à tous les ordres, à toutes les demandes du gouvernement de Paris. Il s'estime autonome et il n'existe que par le bon vouloir de la France. Tout à la satisfaction de retrouver sa souveraineté, il s'abandonne à l'anarchie. La Diète adopte des lois que le Conseil d'Etat promulgue. Mais les autorités désénales et communales ne les appliquent pas. Les membres du clergé et les fidèles refusent de se soumettre aux directives de leur évêque et de la cour de Rome. Les abus les plus graves se glissent dans l'ordre judiciaire.

Le Conseil d'Etat se préoccupe assurément de cette situation anarchique. Il l'écrit à la Diète, le 25 mai 1805:

«Nous devons, nous voulons faire exécuter les lois que vous avez portées et toutes celles qui existent.»

Mais la marge est grande de l'intention à la réalisation.

Le ministre de France Derville-Malécharde le constate sans cesse. Il se contente pour l'instant d'observer:

«Cinq années d'indépendance ont révélé toute la faiblesse de l'administration dans un pays où la plupart des communes vivent en républiques indépendantes, sans rapport de subordination avec l'autorité première, où l'anarchie est un état consacré.»

Ses rapports répétés constituent autant de menaces pour l'existence du Valais. Dès 1809, il ne cesse de proposer la réunion du Valais à la France.

Napoléon laisse peu à peu percer son insatisfaction et, le 18 février 1810, il s'exprime clairement:

«Remettez-moi sous les yeux le traité que j'ai fait avec le Valais et ce qui est relatif à la situation de ce pays. Il paraît qu'il est mal gouverné et qu'il marche très mal.»

Lorsque, au mois d'août 1810, Napoléon convoque à Paris quelques notables valaisans pour les convaincre des bienfaits de l'annexion, le sort de leur pays semble fixé. Les conférences qu'y tiennent les négociateurs ne sont que parodies de discussions diplomatiques. Charles-Emmanuel de Rivaz y participe. Il les dépeint comme «un dialogue entre le loup et l'agneau», au terme duquel «le loup ravit sa proie».

Telle est bien l'impression que laissent les instructions de Napoléon à Champagny, son ministre des Relations extérieures:

«Je vous renvoie les pièces relatives au Valais. Je les ai lues avec attention, et je sens l'importance et la nécessité de réunir ce petit pays à la France. La route du Simplon me coûte 15 millions; je ne peux pas sacrifier l'intérêt de l'Italie et de la France pour cette chétive population. Je désire que la commission fasse son rapport dans ce sens; qu'elle récapitule toutes les raisons qui commandent ce parti, et qu'elle y conclue.»

On est au 3 novembre 1810.

Une semaine plus tard, le décret de réunion du Valais à la France est signé au château de Fontainebleau. Le 14 novembre, le général César Berthier occupe le département du Simplon, le 130<sup>e</sup> et dernier-né de l'Empire napoléonien.

«Ah! se lamente le paysan anniviarde Christian Massy. Liberté de la durée de 400 années, jusqu'à quand serez-vous ensevelie? Faudra-t-il [en] perdre entièrement le souvenir? Ne nous reste-t-il plus que les yeux pour pleurer et un cœur pour gémir sur notre destinée?»<sup>5</sup>

De combien plus de dignité fait preuve l'ex-bailli Léopold de Sépibus quand il apprend la suppression de l'indépendance valaisanne! A cette nouvelle, rapporte le préfet Claude-Philibert Rambuteau, de Sépibus «était demeuré immobile comme une statue, avec de grosses larmes roulant sur ses joues sans qu'il les sentît couler, sans qu'un geste altérât la majesté de cette muette douleur».

### A l'époque du département du Simplon

Presque tous les Valaisans partagent cette amertume qui ne s'éteint qu'au mois de décembre 1813, lors de la chute de l'Empire. Pendant trois ans, l'administration impériale se caractérise par ses tracasseries incessantes. Elles concernent surtout trois domaines: le contrôle des avoirs communaux, les opérations des conscriptions successives et la perception des contributions. Le préfet du département se rend bien compte que les exigences de son gouvernement mécontentent la population et les autorités locales. Celles-ci se montrent fort peu coopératives. Elles ne fournissent que de rares renseignements précis au sujet des avoirs relatifs aux communes, aux paroisses, aux confréries et aux fondations scolaires. Les particuliers eux-mêmes rechignent à se soumettre aux prescriptions qui leur sont imposées. Le préfet multiplie ses conseils, ses encouragements. Il les dispense au nom du mieux-être des habitants:

«Loin de moi la pensée de changer quand ce qui est bien est compatible avec notre législation; mais aussi, loin de nous cette faiblesse apathique qui maintient les usages nuisibles par cela seul qu'on les a trouvés établis et que, pour les changer, il faudrait faire quelque violence à la paresse et à la routine.»

Ces paroles, si sensées soient-elles, ne suffisent pas à convaincre les Valaisans dont Christian Massy se fait l'interprète:

«Ce gouvernement inspiré par le ministre de l'enfer a mis tout en œuvre pour s'enrichir et ne devint que plus pauvre, car la vérité infail-  
lible déclare que celui qui veut s'enrichir aux dépens des autres avance  
lui-même sa propre ruine.»

<sup>5</sup> Michel SALAMIN et Grégoire GHICA, *La chronique de Christian Massy de Grimentz, Anniviers, pour les années 1790-1840*, dans *Vallesia*, 1960, pp. 297-345.



Puis il dénonce les agents de la politique impériale:

«Leur insatiable avarice les poussa encore plus loin. Lorsque leur ruine s'approcha, ils vinrent jusqu'à demander combien on recueillait de grain, combien une vache pouvait produire durant l'année, combien on faisait de setiers de vin, combien on avait de ruches d'abeilles, combien on bouche de vaches, combien de veaux et de moutons, enfin sur toutes les choses imaginables; donc je passe outre sans les détailler.»

Le peu de zèle que les maires mettent à obéir aux autorités françaises; la mauvaise volonté des ecclésiastiques dont l'évêque, au dire du chanoine Anne-Joseph de Rivaz, «autorisait les curés à laisser les peuples contrarier les vues du gouvernement»; l'extraordinaire inertie que la population manifeste à l'égard de ses administrateurs; tout renforce l'impression que le pays se sent étranger au régime napoléonien. Quand celui-ci s'effondre, les Valaisans respirent de nouveau. C'est encore Christian Massy qu'il faut relire:

«Nous devrions de jour et de nuit témoigner à Dieu nos justes remerciements de la faveur signalée avec laquelle Il nous a délivrés de l'esclavage dans lequel les Français nous ont pour ainsi dire enchaînés depuis le mois de novembre 1810 jusqu'au mois de décembre 1813.»

Dans le Valais libéré, un esprit nouveau s'apprête à souffler: celui de la Restauration. Les anciens privilégiés n'aspirent qu'à retrouver leurs avantages. Les représentants de la caste dirigeante dans les villages, les membres de la noblesse dans les cités et les gens d'Eglise dans les paroisses se sentent seuls compétents pour guider les Valaisans. Ils rêvent d'écarter des places ceux qui ont profité de l'époque napoléonienne pour «encanailler» la magistrature. Ils dicutent entre eux de la fin du pouvoir populaire. L'autorité morale du clergé leur paraît un gage de réussite pour l'avenir. Dans trois lustres à peine, ils auront bien à déchanter.

## Le clergé valaisan

«Il n'est, dans ce pays, qu'une seule autorité vraiment respectée et dont l'influence soit sans bornes, c'est celle du clergé.»<sup>6</sup>

C'est ainsi que s'exprime Derville-Malécharde qui, dès 1806, exerce les fonctions de résident de France auprès du gouvernement de la République indépendante. Quant à l'appréciation des commissaires impériaux, Pierre-Louis Roederer, Néri Corsini et Benoît-Joseph Helvoët, lors de l'annexion de 1810, elle pêche par plus d'exagération encore:

«Le pays est entretenu par son clergé dans l'ignorance, la superstition, la paresse, la pauvreté, l'âpreté des mœurs qui en font un voisinage au moins incommode pour la France et un passage sans sûreté pour ses relations avec l'Italie.»<sup>7</sup>

Au milieu d'une population dont l'ignorance n'a d'égale que la pauvreté, le clergé apparaît comme savant et riche. En effet, les études qu'il a faites lui ont permis d'acquérir des connaissances souvent solides et les ressources économiques assurées dont il jouit lui procurent un supplément de considération. Les gens d'Eglise en imposent donc au commun des Valaisans. Comme leurs membres les plus influents appartiennent aux familles distinguées du pays, ils disposent de l'appui des autorités civiles. Leur importance numérique, au milieu d'une population de quelque soixante mille âmes, leur confère un rôle que ni leur savoir, ni leur revenu ne leur permettrait d'espérer dans un pays plus évolué.

## Le clergé séculier

L'ensemble du clergé valaisan compte près de 250 membres, soit un prêtre pour un peu moins de 250 habitants. Il se divise en clergé régulier et en clergé séculier. Celui-ci comprend un évêque, une quinzaine de chanoines et d'aumôniers et près de 160 curés, vicaires et recteurs.

De 1790 à 1807, Mgr Joseph-Antoine Blatter assume la charge d'évêque du diocèse. Dès le début du régime helvétique, il se range parmi les opposants à Mangourit et à la soldatesque française. Sage et pondéré, il ne s'entête pourtant pas à regretter l'ancien régime. Attentif aux malheurs d'autrui, il se dévoue en faveur des prêtres français qui se sont réfugiés dans le Valais à l'époque de la Convention. Ses compatriotes le suspectent parfois de sentiments francophiles et, durant

<sup>6</sup> DERVILLE-MALÉCHARD, p. 10.

<sup>7</sup> Charles-Emmanuel DE RIVAZ, *Mes souvenirs de Paris (1810-1814)*, publiés avec une introduction et des notes par Michel SALAMIN, dans *Bibliotheca Vallesiana*, t. 5, Martigny, 1967, 342 p. Voir p. 274.

l'insurrection de 1799, ils l'incitent à chercher refuge dans le Novarais. Dès le retour de la paix, Mgr Blatter revient à Sion où son zèle apostolique lui vaut la considération de l'ensemble de la population. Son contemporain Anne-Joseph de Rivaz ne lui ménage point ses louanges:

«Zélé pasteur, grand prédicateur, profond théologien, père des pauvres, économe pour pouvoir être libéral, il a signalé son épiscopat par toutes sortes de vertus et par nombre d'établissements utiles.»<sup>8</sup>

Après son décès survenu le 19 mars 1807, les membres de la Diète procèdent à son remplacement selon un rite déjà ancien. C'est ainsi que le dimanche de la Trinité, le 24 mai 1807, les députés occupent dans la cathédrale les stalles du côté de l'Epître tandis que les chanoines du chapitre prennent place dans celles du côté de l'Evangile. Les conseillers d'Etat traversent à leur tour la nef et gagnent le milieu du chœur où des fauteuils leur sont destinés. Un dignitaire du chapitre prononce l'éloge funèbre de l'évêque défunt puis un de ses pairs propose quatre candidats susceptibles d'occuper le siège épiscopal. Sur ce, les députés se rendent dans la sacristie pour y voter au scrutin secret. Dès que la majorité des suffrages s'est portée sur l'un des candidats, les députés regagnent leurs stalles. Ils remettent le procès-verbal de l'élection au Conseil d'Etat. Celui-ci se transporte à son tour dans la sacristie pour apposer le sceau de la République au procès-verbal. Il revient ensuite dans le chœur pour instruire l'élu de sa nomination.

Toujours très au courant des hommes et des faits politiques de son époque, le chanoine Anne-Joseph de Rivaz décrit avec abondance les circonstances du remplacement de Mgr Blatter:

«Le chanoine [Xavier de] Preux a donc été élu évêque le dimanche de la Trinité à une pluralité de 5 ou 6 suffrages au-delà de la moitié. C'est un homme grave, boutonné, qui a toujours été de conduite irréprochable, parfaitement bien dans son état, d'une famille très ancienne, originaire de Vevey et qui a joui depuis plus de 300 ans qu'elle est venue s'établir à Sierre d'une considération qui n'a jamais souffert d'éclipse. Il a successivement passé, et partout avec honneur, par les divers échelons qui nous conduisent en ce diocèse des fonctions pastorales à la dignité épiscopale. Il a été 8 à 10 ans curé de Sierre, son lieu natal, chef-lieu du dizain de ce nom, habité depuis longtemps par plusieurs familles nobles, et où la sienne, avec les de Courten, a toujours tenu le premier rang. De surveillant et de chanoine titulaire, il est entré au chapitre vers la fin de la prélature de l'évêque [François-Frédéric] Ambuel, son patron, qui le désignait souvent pour son successeur. De simple chanoine, il est devenu par la mort du chanoine [Etienne] Wolff, peu après la promotion du dernier évêque, grand sacristain, la troisième en rang des quatre dignités de notre chapitre, mais la seconde par le revenu; et il a attendu tranquillement que la mitre lui vînt, qu'il n'a ni recherchée avec empressement, ni refusée avec une feinte humilité quand on la lui a offerte. Né

<sup>8</sup> Cité p. 88, dans Bernard TRUFFER, *Portraits des évêques de Sion de 1418 à 1977*, Sion, 1977, 127 p.

avec des sentiments élevés qui ne se sont jamais démentis, il s'est trouvé dès les premiers jours de sa promotion à l'épiscopat au niveau de cette éminente dignité. C'est un homme prudent et circonspect, qui n'est point étranger aux affaires de ce pays, ni à la conduite de ce diocèse. Il est poli mais froid. Il passe en Valais pour un grand politique, mais elle est bien petite la politique des Valaisans: ce sont des finesses cousues à gros point de fil blanc, faciles à apercevoir pour peu qu'on soit clairvoyant. Nous verrons s'il aura des idées un peu plus grandes que la plupart de ses prédécesseurs, et quel usage il fera de ses revenus qui sont considérables pour un pays où les évêques ont si peu de représentation. C'est là la pierre de touche.

» C'est dommage qu'il doive en partie cette place aux honteuses pratiques de son frère unique, le vice-bailli [Pierre-Antoine de] Preux, qu'il s'en faut de beaucoup que le public estime autant que l'évêque, puisqu'on le croit capable d'avoir compromis le désintéressement de son frère en lui achetant à beaux deniers comptants quelques suffrages. Au reste, on m'a assuré que le matin du jour même de l'élection il a été présenté à un député de la Diète, qu'on m'aurait nommé si j'avais voulu et que je nommerais si je voulais, 25 louis par un des proches parents du grand sacristain. La chose se fait si publiquement en Valais en pareille circonstance que les coupables, même pris sur le fait, n'en rougissent pas. Et au moyen d'une subtilité à l'Escobar, on s'en tient légitimement excusé sur ce que ce n'est pas l'épiscopat qu'on achète, mais la députation-née à la souveraine diète, et que c'est d'ailleurs la coutume du pays, tolérée sans doute par l'Eglise, puisque, quoiqu'elle ne l'ignore pas, on le fait sous ses yeux, et qu'elle n'en a jamais, ni fait reproches aux coupables, ni porté plainte au Saint-Siège. On se dit tout bas les uns aux autres que c'est bien là une espèce de simonie, mais nulle autorité compétente ne l'a déclaré tout haut. D'où l'on conclut que c'est un de ces abus tolérés qui ne chargent pas la conscience de ceux qui la font et ne doivent point inquiéter celle de ceux en faveur de qui elle se fait.»<sup>9</sup>

Trois ans plus tard, Derville-Malécharde relève avec une pointe de méchanceté:

«Ce prélat se tenait assez éloigné des intrigues avant son élévation; il n'était alors connu que par sa piété, sa modération et son avarice sordide; il s'est montré depuis lâchement docile aux impulsions d'un clergé séditieux et d'un chapitre imbu des plus pernicieuses maximes.»<sup>10</sup>

Mgr de Preux demeure en fonction jusqu'en 1817.

Le pouvoir civil intervient également dans le choix des desservants des cures, des vicariats et des rectorats. Dans le Haut-Valais, presque toutes ces nominations appartiennent aux communes tandis que dans le

<sup>9</sup> A.-J. DE RIVAZ, t. 1, pp. 227-228.

<sup>10</sup> Michel SALAMIN, *La République indépendante du Valais...*, p. 190.

Bas-Valais elles reviennent à l'évêque ou aux maisons religieuses de Saint-Maurice et du Saint-Bernard. Mais les relations qui existent entre les responsables du clergé et les autorités locales sont telles que le caractère populaire de ces désignations demeure habituel.

L'influence des prêtres sur la population est constante et profonde. Elle est intellectuelle car ils dispensent fort souvent l'instruction élémentaire aux enfants des villages; elle est économique par les biens paroissiaux qu'ils gèrent et par les dîmes qu'ils perçoivent; elle est morale grâce au caractère sacerdotal de leur état. Les régimes politiques qui se succèdent dans le Valais de l'époque napoléonienne doivent tous tenir compte de son importance.

Dès le début de la révolution helvétique, quelques prêtres agitent la population du Haut-Valais. Ils lui démontrent que la constitution du 12 avril 1798 est incompatible avec la religion qu'elle met en danger. Les assurances de Mangourit n'apaisent pas les craintes du clergé. Dans une circulaire du 18 avril qu'il adresse à tous ses diocésains, Mgr Blatter demande que les assemblées primaires chargées de se prononcer sur la constitution fassent «la déclaration formelle qu'on n'accepte une nouvelle constitution qu'autant qu'elle n'est ou ne pourra être contraire à la conservation de la religion catholique, apostolique, romaine, dans toute son intégrité»<sup>11</sup>.

Les citoyens du dizain de Rarogne jugent vaine cette précaution. Ils préfèrent s'insurger contre le nouveau régime. Leur soulèvement entraîne un grand nombre de mécontents du Haut-Valais. Le capucin Ebener et quelques ecclésiastiques les accompagnent en qualité d'aumôniers. Au dire d'Anne-Joseph de Rivaz, «cette armée était composée d'hommes de tous les dizains pleins de foi et de courage. Tout le long de leur route ils priaient le chapelet. Ils portaient l'ancienne cocarde du pays rouge et blanche et une image de la sainte Vierge à leurs chapeaux»<sup>12</sup>. L'abbé Jean-Joseph Carrupt, curé de la paroisse d'Ardon, corrobore cette affirmation:

«Les Allemands, qui avaient fait les prières les plus ferventes pendant tout le temps que la révolution commençait à faire du progrès, mirent toute leur confiance en Dieu par l'intercession de la sainte Vierge et se croyaient assurés de la victoire. A cette fin, ils arborèrent généralement une image de Notre-Dame et portèrent un chapelet aux mains, qu'ils priaient dans les chemins.»<sup>13</sup>

<sup>11</sup> André DONNET, *Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne*, Doc. II/1, p. 166, annexe II, dans *Vallesia*, t. XXXI, Sion, 1976.

<sup>12</sup> A.-J. DE RIVAZ, t. 1, p. 53.

<sup>13</sup> André DONNET, *Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798. – V. a. Supplément: Deux relations par un témoin contemporain, l'abbé Jean-Joseph Carrupt (1741-1811), curé d'Ardon. Suivi de deux rapports officiels du notaire Joseph-Antoine Favre (1759-1835), secrétaire du comité de Chamoson*, dans *Annales valaisannes*, 1978, pp. 3-61. Voir p. 31.

Le résident de France Mangourit insiste également sur cet aspect de l'insurrection:

«Un ramas de fanatiques, au nombre de trois mille, ayant au chapeau et sur le cœur des images de la Vierge, se sont élancés du Haut-Valais et ont déjà abattu l'arbre de la liberté à Sierre. (...) Ces paysans ne manquent pas d'adresse: ils fraternisent avec toutes les paroisses. (...) Ils disent que les Français sont une race d'impies voulant détruire leur sainte religion. (...) La guerre est profondément religieuse. La Vierge qu'ils mettent en cocarde et sur le sein en est la preuve.»<sup>14</sup>

En dépit de leur enthousiasme religieux, les insurgés sont mâtés. Le calme renaît peu à peu. Mais les inquiétudes se réveillent avec la promulgation de la loi sur le serment civique. Les prêtres se demandent s'il ne blesse pas indirectement la hiérarchie ecclésiastique et s'il est compatible avec leur religion. Les fidèles observent l'attitude de leurs pasteurs et s'apprêtent à suivre leur exemple. Les autorités ne cachent pas leurs appréhensions. Elles prévoient que l'opposition du clergé à la prestation du serment servira de prétexte aux mécontents et aux fanatiques pour agiter le peuple et pour reprendre les armes. Le spectre d'une nouvelle guerre et celui des désordres qu'elle provoque transparaît alors dans la correspondance officielle.

Le préfet national Charles-Emmanuel de Rivaz s'efforce de calmer les esprits. Dans son souci d'apaisement, il permet à l'évêque et au clergé de composer la formule du serment qu'ils pourraient prêter. Elle diffère de celle que les autorités helvétiques avaient adoptée puisqu'elle se réfère au contenu de la religion catholique. Mais le Directoire exécutif n'accepte pas cette innovation. La République est une, dit-il; il faut que le serment le soit aussi. L'évêque et les principaux responsables du clergé rédigent alors un mandement destiné à toutes les paroisses du Valais.

Ce document reproduit une réserve que l'évêque de Fribourg avait jugé indispensable d'apporter à la formule du serment civique:

«Nous déclarons qu'en prêtant ce serment nous n'entendons point renoncer à aucun des dogmes de notre sainte foi qui sont contenus dans les symboles et les confessions de foi de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, ni d'adhérer à aucune des erreurs qu'elle a condamnées.»<sup>15</sup>

A la suite de cette mise au point, la plupart des ecclésiastiques et l'ensemble de la population tempèrent leur méfiance et, le 23 août, ils participent à la prestation du serment. Quelques communes à peine manifestent un esprit d'opposition calqué sur celui de leurs responsables religieux. Quelques admonestations et quelques mises en demeure du préfet national ramènent pourtant les récalcitrants à l'obéissance.

<sup>14</sup> André DONNET, *Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne*, Doc. II/1, p. 171, dans *Vallesia*, t. XXXI, Sion, 1976.

<sup>15</sup> A.-J. DE RIVAZ, t. 1, p. 83.

Léopold de Nucé, qui s'était élevé dans la hiérarchie militaire des armées révolutionnaires, aurait bien volontiers fait preuve de plus de rigueur dans cette circonstance. Cette lettre qu'il écrit au préfet national le confirme:

«Pour l'amour de Dieu! Contenez les prêtres! (...) Qu'ils prennent garde à eux! On ne persécutera pas mais, d'après l'Evangile, on jettera au feu l'arbre qui a produit, qui voudra produire encore de mauvais fruits. On est plus que las de les voir troubler la société.»<sup>16</sup>

Quelques mois plus tard, la paix publique est de nouveau compromise dans le Haut-Valais. Une insurrection y éclate au mois d'avril 1799. La cause immédiate en est l'application de la loi sur l'organisation de la milice. D'autres raisons y contribuent. L'explication du préfet national n'est guère suspecte de partialité:

«Cette aversion dans la partie allemande a eu pour principales causes la défiance qui, dès les premiers moments de la Révolution, a fait craindre pour la conservation des autels ou du culte catholique, et le regret aux anciennes formes populaires, à ces assemblées de commune, à ces repas publics, au droit personnel de suffrage et [à] toutes les institutions de ce genre qui leur étaient si chères.»<sup>17</sup>

Le général Turreau se contente d'une seule phrase pour incriminer le clergé:

«Les prêtres s'en mêlèrent, suivant l'usage, inspirèrent des craintes pour le culte.»<sup>18</sup>

Quant aux insurgés eux-mêmes, le serment qu'ils prononcent prouve qu'ils associent à leur aversion pour le Directoire helvétique et à leur sympathie pour les adversaires de la France leur attachement à leur religion ancestrale. Ils jurent en effet «que pas un homme du district n'en sortirait comme soldat; qu'ils ne porteraient pas les armes contre l'Empereur; qu'ils ne se sépareraient ni se délaisseraient les uns les autres et que leur sainte religion serait défendue au péril de tous»<sup>19</sup>. Christian Massy affirme succinctement:

«Nous avons pris les armes, nous avons sacrifié nos biens, notre corps, notre sang même pour le soutien de notre liberté primitive et de la religion de nos pères.»<sup>20</sup>

La répression de l'insurrection est terrifiante. Le sang coule; l'incendie dévore des villages entiers; le pillage sévit; les profanations sacrilèges scandalisent le peuple opprimé. Christian Massy frémit d'indignation quand il rapporte le comportement des soldats français:

<sup>16</sup> AV, Rz, cart. 55, fasc. 62, n° 9, lettre du 24 août 1798.

<sup>17</sup> Cité p. 243, dans Michel SALAMIN, *Pierre-Joseph de Chastonay et l'insurrection de 1799*, dans *Annales valaisannes*, 1955, pp. 241-270.

<sup>18</sup> Le général Turreau à Bonaparte, dans *Revue de la Révolution*, 1886, premier semestre, *Documents inédits*, pp. 178-184.

<sup>19</sup> Cité p. 244, dans Michel SALAMIN, *Pierre-Joseph de Chastonay et l'insurrection de 1799*, dans *Annales valaisannes*, 1955, pp. 241-270.

<sup>20</sup> Christian MASSY, p. 315.

«C'est dans ces jours terribles et malheureux qu'il se fit le plus horrible carnage par les campagnes et les villages; les villages, quelques-uns sont incendiés; les campagnes, fanées et flétries par les passants; les églises, pillées; les vases sacrés, profanés; les hosties, foulées au pied; les ornements sacerdotaux, exposés à la risée et au plus grand mépris, jusque même à s'en servir pour orner leurs chevaux. Mes yeux ont vu avec douleur la couronne du Saint Ciboire placée entre les oreilles d'un cheval. C'est la véritable abomination de la désolation prédite!»<sup>21</sup>

Peu après, dans la France voisine, le Directoire fait place au Consulat à la suite du coup d'Etat du 18 brumaire. Bonaparte s'efforce de pacifier son pays et de mettre un terme à l'intolérance religieuse de la Révolution. Sa volonté se répercute dans le Valais où la population demeure stupéfaite en présence de ce revirement.

A l'occasion des processions du Saint-Sacrement qui se déroulent durant l'octave de la Fête-Dieu, à Sion, les troupes d'occupation, «au grand étonnement et contre l'attente du clergé», contribuent à la pompe de ces démonstrations de foi. Elles assistent, en armes, à la messe solennelle; elles accompagnent le Saint-Sacrement et la musique militaire fait «chœur à l'orchestre de l'orgue de l'église cathédrale». Anne-Joseph de Rivaz poursuit longuement:

«Cette même armée, qui ne croyait ni Dieu ni diable, ni immortalité de nos âmes ni vie future, vendredi dernier, 4 juillet [1800], par l'organe de son commandant, proposa au curé de la ville de faire le lendemain samedi un service solennel pour le repos des âmes de leurs camarades tués cette campagne et la précédente en Italie et en Allemagne. (...) En conséquence, dès la veille, on annonça cet acte public d'une religieuse fraternité au son de toutes les cloches de la cathédrale, et le lendemain matin les Français préparèrent un catafalque orné convenablement à cette sorte de cérémonie; le chapitre chanta l'office des morts, le curé chanta la messe et fit l'absoute tant sur le catafalque qu'au cimetière sur les tombes duquel la troupe fit les décharges qui sont d'usage et d'honneur en pareil cas. Et à la procession du Saint-Sacrement, les compagnies vaudoises, qui sont aussi de garnison à Sion sous les ordres de ce même commandant, furent commandées de faire parade sur le Grand-Pont et de présenter les armes lorsque le Saint-Sacrement passa, à cette seule différence que la troupe française mit le genou en terre en signe d'adoration, tandis que la troupe protestante ne lui rendit qu'un honneur politique et purement militaire. Pensez les grands yeux qu'ouvraient non seulement nos prêtres, mais encore notre peuple.»<sup>22</sup>

Jusqu'à l'époque de la «révolution turreaunienne», ni le peuple ni le clergé n'ont à manifester ouvertement leur opposition au régime constitutionnel. Mais, à partir de l'arrivée à Sion du général Turreau, qui s'y établit le 23 novembre 1801 «avec l'humeur et les prétentions

<sup>21</sup> *Ibidem*, p. 312.

<sup>22</sup> A.-J. DE RIVAZ, t. 1, pp. 112-113.



d'un proconsul romain», les autorités valaisannes fidèles au régime helvétique s'appuient sur l'influence morale du clergé pour déjouer les plans français d'annexion du Valais.

Le sous-préfet de Monthey, Pierre-Louis Du Fay, écrit au préfet national:

«Je n'ai pas besoin de vous dire que les ecclésiastiques seraient les personnages les plus propres pour diriger les peuples dans cette circonstance. Ils ont toujours conservé sur l'esprit de la majorité des citoyens cette influence première que leur donne leur ministère.»<sup>23</sup>

Quelques jours plus tard, il relève à propos de l'état des esprits dans la vallée d'Illeiez:

«Les trois ecclésiastiques de ladite commune se donnent tous les soins imaginables pour attacher le peuple au gouvernement helvétique; leur conduite mérite les plus grands éloges.»<sup>24</sup>

A Saint-Maurice, le sous-préfet Hyacinthe de Nuce mise sur le clergé de son district:

«Les curés de l'arrondissement sont invités de ma part à prévenir leurs paroissiens des séductions qu'on pourrait leur tenter et dont ils ne tarderaient pas à être la dupe.»<sup>25</sup>

Dans l'Entremont, le sous-préfet François-Emmanuel Joris conseil-le aux responsables des communes «de convoquer les personnes les mieux pensantes du district, y compris les révérends curés, pour aviser aux moyens de sauver le district»<sup>26</sup>. Les manifestations de l'influence du clergé se raréfient dans le Valais central et dans la partie supérieure du pays où l'oppression du général Turreau est moins intolérable que dans le Bas-Valais.

Quand, le 27 août 1802, le Valais est délié de son serment de fidélité à la République helvétique, le clergé retrouve officiellement l'influence que la constitution de 1798 lui avait enlevée. Le catholicisme redevient la religion de l'Etat. L'évêque reprend sa place au sein de la Diète, où son fauteuil est placé entre ceux du président et du vice-président de l'assemblée. S'il n'avait pas à freiner sans cesse les efforts des députés en faveur du rachat des droits féodaux du clergé, sa satisfaction serait entière. En effet, on lui témoigne infiniment de respect; on lui décerne des honneurs; ses ecclésiastiques sont écoutés et, presque toujours, obéis.

Peu après la proclamation de l'indépendance valaisanne, Mgr Blatter intervient auprès du Conseil d'Etat «pour le soutien de notre sainte et vraie religion et pour le rétablissement des bonnes mœurs qui vont en ruine et dont la décadence entrave toujours l'exercice de notre sainte religion»<sup>27</sup>. Puis il décrit le délabrement moral du pays:

<sup>23</sup> AV, Rz, cart. 57, fasc. 2, n° 3, du 5 décembre 1801.

<sup>24</sup> *Ibidem*, n° 17, du 16 décembre 1801.

<sup>25</sup> *Ibidem*, n° 51, du 8 janvier 1802.

<sup>26</sup> Michel SALAMIN, *Correspondance du sous-préfet Joris durant le régime Turreau (5 décembre 1801 - 18 août 1802)*, p. 241, dans *Vallesia*, t. XXI, Sion, 1966, pp. 189-278.

<sup>27</sup> AV, fonds Justice et Police, ancienne série, vol. 90, pp. 25-26 et 35-36, du 6 novembre 1802.

«Le Conseil n'ignore pas que la licence est devenue très commune dans ces temps et qu'il règne dans les différentes classes des citoyens des désordres fort pernicioeux. La fidélité manque dans les mariages; la modestie disparaît dans le sexe; la débauche n'a plus de honte de se montrer ouvertement. Des abus scandaleux se multiplient ou déshonorent les jours saints, ou par des œuvres purement serviles, ou par une conduite directement opposée à la sainteté des fêtes.»

Pour restaurer la moralité, Mgr Blatter propose la création d'un tribunal des mœurs dans chaque paroisse. Cette instance judiciaire serait en relations constantes avec le tribunal du dizain. Elle comprendrait trois membres dont l'un serait le desservant de la paroisse et dont les deux autres seraient désignés par le curé du lieu. La ville de Sion deviendrait en outre le siège d'un tribunal central dont l'évêque serait le premier juge. Le pouvoir exécutif lui apporterait constamment son soutien<sup>28</sup>.

Du fait des difficultés qu'il y a à délimiter avec précision les compétences des tribunaux ordinaires et celles des tribunaux proposés par l'évêque, le Conseil d'Etat diffère d'accéder totalement à la demande épiscopale. Il se borne à promulguer, le 7 novembre 1802, une loi «qui assure aux autorités ecclésiastiques l'appui des autorités civiles pour le maintien des bonnes mœurs et du respect dû à la religion»<sup>29</sup>.

Dans nombre de paroisses pourtant, les curés organisent des tribunaux des mœurs. Les autorités locales s'en émeuvent. Elles dénoncent parfois cet abus de pouvoir. Mgr Blatter élève le ton pour défendre les prérogatives de l'Eglise:

«Mais, pour ce qui concerne la grande réflexion de ceux qui disent que l'évêque cherche à s'élever au-dessus d'eux, je désirerais de leur faire observer que s'ils prétendent par là que leur autorité et celle de l'évêque doivent être dans le même parallèle d'égalité et que la brebis est ce qu'est le pasteur, ils font un pas bien direct à l'hérésie. Dans l'enseignement de l'Eglise, il y a une différence entre les pasteurs et les ouailles qui ne laisse aucun doute.»<sup>30</sup>

Que répliquer à de tels arguments? Les tribunaux continuent donc à poursuivre les fripons de toute espèce et les particuliers qui prennent ouvertement des libertés à l'égard de la morale chrétienne. Le chanoine Anne-Joseph de Rivaz note donc avec satisfaction dans ses *Mémoires*:

«On n'a fait grâce à aucun adultère, incestueux, concubinaire, et femmes ou filles de mauvaise vie, désordres que la licence révolutionnaire n'avait rendus que trop communs les années précédentes. On a même solennellement excommunié à Ardon un contempteur scandaleux des commandements de l'Eglise, et petit à petit, l'esprit religieux et les bonnes mœurs ont repris le dessus, grâce à l'appui sincère que les magistrats ont prêté aux pasteurs.»<sup>31</sup>

<sup>28</sup> *Ibidem*, «Projet pour le maintien des bonnes mœurs».

<sup>29</sup> *Ibidem*, pp. 21-23. – Pour le message du Conseil d'Etat, *ibidem*, pp. 27-28 et 33.

<sup>30</sup> *Ibidem*, vol. 91, II, fasc. 3, n° 1, du 13 mai 1803.

<sup>31</sup> A.-J. DE RIVAZ, t. 1, p. 153.

L'ensemble du clergé partage cette satisfaction qui demeure pourtant incomplète. Si seulement l'on pouvait rétablir les anciennes habitudes! Aussi les ecclésiastiques favorisent-ils l'esprit d'autonomie locale. Fortes de cet appui, les autorités désénales et communales lambinent à appliquer les lois. Le clergé lui-même boude les recommandations épiscopales, sauf lorsqu'elles s'opposent au rachat de ses dîmes et de ses cens.

Dès les prodromes de la révolution helvétique, certaines paroisses, telle Vérossaz, demandent la suppression, sans indemnité, des dîmes et autres redevances qu'elles acquittaient au profit de leur église. Mais leur requête est ajournée. La constitution de la République indépendante lui redonne de l'actualité. En effet, ses articles 22, 23 et 24 précisent qu'aucun bien-fonds n'est grevé de redevances irrachetables et que le mode de leur rachat sera déterminé au plus tard pendant la diète de mai 1803. Cette époque venue, le Conseil d'Etat propose un prix que le clergé estime au-dessous de la juste valeur. Les députés adoptent néanmoins le projet gouvernemental. Mgr Blatter obtient de surseoir à l'exécution du décret jusqu'à ce que le Saint-Siège autorise les corps ecclésiastiques à sacrifier leurs propriétés à la paix publique.

Le pape répond au début du mois d'octobre. Il invite les magistrats et les prêtres à s'entendre à l'amiable. Mais un problème important se pose alors. A quoi seront affectées les sommes produites par le rachat? Lors de la diète de décembre 1803, le clergé souhaite les investir dans l'acquisition de biens-fonds. Les députés ne l'entendent pas de cette manière. On est dans une impasse. C'est alors que le chanoine Anne-Joseph de Rivaz explique l'écœurement du clergé:

«Il demande seulement de la terre contre des rentes foncières; il demande ce qui est juste, que son honnête entretien ne dépende point de la bonne ou de la mauvaise volonté des communes envers les curés ou d'un Etat envers un évêque et son chapitre, envers des monastères et des couvents. Et d'ailleurs qui ne voit que si les communes peuvent posséder des biens inaliénables, l'Eglise peut en posséder au même titre? (...) Enfn, qu'est-ce sur une masse de biens-fonds de toute une nation que la petite quantité qu'il en faut défalquer pour l'honnête entretien du clergé et pour les frais du culte? Et un pays ne gagne-t-il pas plus à bien traiter ses prêtres qu'à les mécontenter? Et la paix publique qu'on fait sonner si haut en cette occasion ne se maintiendra-t-elle pas plutôt en étant juste envers le clergé qu'en permettant au peuple de le dépouiller injustement? Et d'ailleurs à qui profite cette exception? N'est-ce pas à vos fils, à vos frères, à vos neveux, à vos parents, à vos compatriotes?»<sup>32</sup>

Les années passent et, le 20 mai 1805, la Diète décrète que nulle corporation ecclésiastique ne peut utiliser le produit des rachats à l'acquisition des biens-fonds. Le Conseil d'Etat hésite à promulguer cette disposition. Le clergé dissimule de son mieux son ressentiment et

<sup>32</sup> *Ibidem*, p. 176.

temporise. A la diète de novembre 1805, l'évêque obtient «un délai d'un an pour transiger à l'amiable sur le prix du rachat, les curés avec leurs paroissiens et les couvents avec leurs censitaires»<sup>33</sup>. Moins de six mois plus tard, presque tous les feudataires et censitaires de l'évêque et du chapitre se trouvent affranchis à des conditions avantageuses. Mais, jusqu'à la fin du régime napoléonien, les députés prorogeront le terme accordé au clergé pour le rachat de ses fiefs. Cette question exigera encore des décennies de discussions avant de recevoir une solution définitive.

Quand il ne s'agit pas immédiatement de ses intérêts matériels, le clergé s'entend fort bien avec le peuple pour fronder les autorités gouvernementales. Il assiste ainsi à l'accroissement de sa propre influence. Derville-Malécharde le remarque avec animosité et avec raison:

«Il n'est pas inutile d'observer que, par un résultat inverse des progrès de la raison publique et des événements qui ont amorti partout ailleurs l'esprit de fanatisme, la puissance du clergé valaisan, si fortement et si efficacement combattue par le peuple dans les siècles passés, a pris depuis quelques années un empire auquel les circonstances de la Révolution française (et la crainte de la perte de l'indépendance habilement présentée) ont pu seules donner une aussi prodigieuse intensité. Ennemi déclaré de la France et des lumières, il n'a depuis deux ans plus gardé de mesure; l'on sait assez quelle fut sa conduite, quels furent ses vœux au commencement de la dernière guerre, en 1809.»<sup>34</sup>

Les craintes que les Valaisans éprouvent périodiquement d'être réunis à la France s'accroissent au début de l'année 1810. Les apaisements du résident Derville-Malécharde ne convainquent personne. Le peuple entrevoit la fin prochaine de ses libertés anarchiques. Le clergé, celle de son influence. Les conversations traitent sans fin de la conscription, des impôts, de l'immodestie des modes, du laisser-aller et de l'indifférentisme religieux qui ont cours en France. Il arrive que l'on se croie frappé par la colère divine. Ainsi Christian Massy:

«Dieu a inspiré ou a dit que toute autorité venait de Lui, et que c'était Lui qui a établi toutes celles qui sont sur la terre; et d'ailleurs, c'est notre relâchement dans le motif de religion, peu de ferveur dans le service de Dieu, trop lâches à remplir le devoir de chrétien, trop refroidis à l'égard du prochain et tant d'autres négligences encore ont attiré sur nos têtes les calamités amères que la coupe de Babylone va verser sur nous.»<sup>35</sup>

Quant au chanoine Anne-Joseph de Rivaz, il se préoccupe de données plus immédiates:

«Le peuple valaisan voyait bien que sa réunion à la France lui procurerait fort peu d'avantages réels et nuirait à ses mœurs, à sa religion et à sa liberté, et que l'honneur de devenir français lui coûterait des hommes et de l'argent.»<sup>36</sup>

<sup>33</sup> *Ibidem*, p. 203.

<sup>34</sup> DERVILLE-MALÉCHARD, p. 10.

<sup>35</sup> Christian MASSY, p. 327.

<sup>36</sup> A.-J. DE RIVAZ, t. I, p. 273.

Les appréhensions du peuple valaisan ne modifient pas les desseins de Napoléon à l'égard du Valais. Cette bande de terre constitue une voie idéale entre la France et l'Italie. Les représentants du Valais à Paris pour y discuter l'annexion s'en rendent bien compte. Ils répliquent pourtant à toutes les critiques des commissaires français; ils atténuent les exagérations des reproches qui leur sont adressés; ils rétablissent la vérité; ils minimisent la gravité des manquements pourtant nombreux de leurs compatriotes. C'est à l'occasion de ces conférences que les commissaires impériaux analysent les sentiments du clergé valaisan à l'égard de la France:

«Les prêtres détestent la France dans le Valais parce qu'elle a aboli les dîmes, vendu les propriétés ecclésiastiques, remis la nomination des curés aux évêques, soumis cette nomination à l'approbation du gouvernement, recommandé leur conduite à la surveillance de l'administration, et parce que enfin elle a tracé, entre l'autorité ecclésiastique et l'autorité temporelle, une limite sur laquelle le gouvernement a toujours les yeux. Dans le Haut-Valais, il y a une raison de plus pour que les prêtres soient ennemis de la France, c'est que, nommés par le peuple qui ne l'aime pas, ils sont choisis entre les plus ennemis. Aussi le patronage des communes fait qu'il entre, dans l'éducation d'un Valaisan qui se destine à la prêtrise, de professer la haine pour la France afin d'obtenir des suffrages pour une cure ou un vicariat et de persévérer ensuite dans ce sentiment afin de les justifier.

» La puissance des curés du Haut-Valais sur l'esprit du peuple naît d'abord de la confiance qui les a mis en place, ensuite de la conformité qu'ils supposent entre l'intérêt que le bourgeois a de conserver ses biens et son indépendance avec l'intérêt qu'ils ont de conserver leurs fonds et leurs dîmes; elle naît aussi de leur propre indépendance relativement à l'autorité séculière, de leurs relations avec le légat résidant en Suisse, de la faiblesse de l'évêque; elle naît enfin de l'avantage que leur donne un peu de savoir sur la parfaite ignorance, un peu d'aisance sur la pauvreté; la pompe des solennités religieuses et la richesse de leurs églises, sur les solitaires qui ne se rencontrent qu'une fois par semaine sur le chemin de la paroisse, quelque talent ou quelque exercice dans l'art de la parole sur des hommes que les intempéries, les éboulements des rochers, les ravages des torrents, en un mot, tout ce qui menace et fait souffrir, disposent à la superstition, maladie ordinaire du malheur et qui a couvert le pays d'ossuaires, de croix et de chapelles.

» Ajoutons encore à ces causes d'influence le concours et l'exemple des hommes considérables du pays qui, craignant l'anarchie toujours si voisine de la pure démocratie, se plaisent à trouver dans l'autorité des prêtres une sécurité que ne leur offre pas l'autorité publique.»<sup>37</sup>

<sup>37</sup> Charles-Emmanuel DE RIVAZ, *Mes Souvenirs de Paris...*, pp. 301-302. Voir ci-dessus note 7.

Les conversations que les représentants du Valais ont avec les commissaires impériaux ne sont que façade. La situation se clarifie quand, le 10 novembre 1810, Napoléon signe le décret de réunion qui fait du Valais le département du Simplon.

L'autorité morale dont les ecclésiastiques jouissent auprès des fidèles semble due essentiellement à ces considérations sociales. A part quelques exceptions, ils n'ont pas de rayonnement intellectuel. Leurs préoccupations sont souvent éloignées de leur état sacerdotal.

Le bouillant abbé Jean-Maurice Clément leur consacre des propos sévères:

«Nous en voyons qui célèbrent nos plus saints et redoutables mystères avec une précipitation étonnante, avec un air de dissipation et même de vanité et si peu, pour ne pas dire point de dévotion, que les plus libertins en sont souvent scandalisés. Quelques-uns ne paraissent point autrement à l'autel qu'un bouffon ou un charlatan sur le théâtre; la seule différence est dans le personnage qu'ils représentent. Quel tort et quel dommage pour notre sainte religion!

» On les voit célébrer assez ordinairement sans préparation ni actions de grâces... On leur voit avaler la sainte hostie et le précieux sang de Jésus-Christ dans le calice avec la même avidité, et souvent avec plus de précipitation et d'indécence qu'ils n'avalent un verre de vin dans un repas. Ils ne ramassent qu'en apparence les précieux fragments de la sainte hostie sur un corporal si noir, si sale et si délavé (*ut saepius vidi*) [comme je l'ai vu assez souvent] qu'on aurait certainement honte de présenter à manger au plus simple honnête homme sur une nappe aussi sale que ces corporaux qu'on ne lave jamais. Les purificateurs sont dans le même degré de propreté pour n'essuyer bien souvent qu'à demi un calice si sale pour n'être point lavé qu'on se sent soulever le cœur en s'en servant. J'ai trouvé en certaines églises, dans des calices dont on se servait journalièrement, une crasse, au bord de la coupe en dehors, presque de l'épaisseur d'une forte feuille de papier, formée par la particule sacrée qu'on met dans le calice et que plusieurs n'ont pas soin d'avalier avec le sang précieux, mais étant demeurée attachée un peu haut dans la coupe; ils sucent et attirent ces précieux restes avec si peu de précaution qu'ils les font passer avec les lèvres au bord extérieur de ladite coupe, où cela reste comme incrusté, parce qu'ensuite ils n'essuyent ce vase sacré que très à la hâte et pour tout dire avec la même précipitation qu'un joueur de gobelets qui craint qu'on ne comprenne son tour d'adresse.»<sup>38</sup>

La même hâte préside à la récitation des prières, au chant des vêpres, à l'aspersion de l'eau bénite. Ce même laisser-aller se retrouve dans le manque de soins que l'on apporte à l'entretien des édifices et des objets du culte. C'est encore l'abbé Clément qui nous apprend:

«Cependant on voit plusieurs églises aussi remplies de balayures qu'une écurie ou que la maison la plus sale d'un village; en un mot, dans une indécence et une malpropreté qui fait gémir et même soulever le

<sup>38</sup> AV, Manuscrits Clément, n° 42, pp. 10-11.

cœur, c'est-à-dire pavée de crachats, de boue et même de fumier et que la plupart y portent avec leurs souliers... On ne balaye presque jamais ces églises... (*ut saepius vidi*) parce que ce n'est que la maison de Dieu. Dans plusieurs endroits, on les laisse même ouvertes tout le jour, avec liberté entière aux bêtes comme poules, chèvres, brebis, etc., d'y entrer, surtout à cause que plusieurs cimetières ne ferment...

» J'ai vu dans plusieurs endroits les nappes des autels fort sales et délavées. (...)

» Les mêmes et d'autres semblables négligents ne manquent cependant pas de renfermer dans des étuis bien propres de beaux couteaux, des cuillers et fourchettes d'argent, tandis qu'on a le regret de voir traîner dans un buffet malpropre de leur sacristie un ou deux corporaux tout sales, ridés, mal pliés, bien souvent percés à l'endroit même où repose la très sainte hostie, et pour tout dire, ce que j'ai vu plusieurs fois, ces corporaux sont pleins, au-dedans, de poussière de tabac, sans doute parce que plusieurs s'en remplissent le nez toute la matinée pour l'aller ensuite semer avec les particules sacrées de la sainte hostie; voilà (*ut saepius animadverti*) [comme je l'ai constaté assez souvent] les soins que l'on a d'un linge aussi précieux, même jusque dans plusieurs autels de la cathédrale.»<sup>39</sup>

Cette indifférence à la malpropreté et cet irrespect en certaines matières religieuses, bien des ecclésiastiques les excusent par l'obligation où ils se trouvent de consacrer une grande part de leur temps à la mise en valeur de leurs propriétés. Presque tous leurs bénéfices se composent de prés, de champs, de vignes et d'herbes de fonds dans les alpages.

L'abbé Clément voit précisément dans ces activités serviles les causes du relâchement du clergé. Il s'en scandalise à bon droit:

«Car comment un pasteur ou pour mieux dire, selon l'Évangile, un indigne mercenaire qui ne pense qu'à ses intérêts, à amasser et faire valoir des terres, à vendre et trafiquer en toutes façons des chevaux, des vaches, des chèvres, à se trouver à toutes les foires ou à passer les journées entières avec une passion étrange à la chasse pendant une bonne partie de l'année, souvent avec des chiens qu'ils ont beaucoup plus de soin de bien nourrir que les pauvres et quelquefois même, comme je l'ai entendu dire de la bouche d'un qui l'avait pratiqué plus d'une fois, aller chasser toute la matinée des jours de fêtes et de dimanches, avec toutes les peines imaginables d'être de retour pour monter à l'autel, avec plusieurs autres qui passent la moitié de leur temps à boire, à fréquenter des repas, à jouer les trois ou quatre heures par jour aux cartes ou tarots (*ut saepius vidi*), comment, dis-je, toutes ces occupations indignes et infiniment scandaleuses donnent-elles le loisir à ceux qui s'y laissent aller de travailler au soin des âmes qui leur sont confiées et qui gémissent de faim, personne ne leur donnant le pain de vie *et nemo est qui frangeret eis* [et il n'y avait personne pour leur

<sup>39</sup> *Ibidem*, pp. 16-17.

donner du pain], nous dit l'Evangile. Ce sont là, on est forcé d'en convenir, les occupations continuelles et même presque les seules d'un grand nombre d'ecclésiastiques. De là, quels désordres, quels scandales, quels malheurs et quelles pertes irréparables!»<sup>40</sup>

Pour son compte, Anne-Joseph de Rivaz critique nommément son confrère le chanoine Polycarpe de Riedmatten qui préfère la vie mondaine aux exercices du chœur et qui, de 1810 à 1813, s'est dispensé «trois années de suite de remplir aucune fonction de son ministère et de toute assistance au chœur»<sup>41</sup>. Le président du district de Monthey, Jean Devantéry, dénonce au préfet national, Charles-Emmanuel de Rivaz, les ecclésiastiques qui «tel le curé de Viège, vouent beaucoup plus de temps aux activités du barreau qu'à la récitation des offices religieux, et exercent une profession que leur état désapprouve»<sup>42</sup>. Il n'est que le général Turreau pour excuser les desservants des paroisses:

«Le bas clergé est pauvre, et la plupart des curés ont à peine de quoi vivre; l'amélioration de leur sort les attacherait au gouvernement et ferait bon effet sur le peuple.»<sup>43</sup>

Mais ce n'est là qu'une illusion car l'éloignement du clergé pour le système napoléonien tient avant tout aux craintes qu'il éprouve pour la religion. Celles-ci se révèlent d'ailleurs exagérées. Assurément, la suppression de quelques fêtes religieuses contrecarre certaines habitudes et fournit à un petit nombre d'ecclésiastiques un motif de murmures contre le gouvernement français. Au su de l'évêque, qui ne se met pas en peine de les contraindre à l'obéissance, ces prêtres omettent la prière publique pour l'empereur. Ils l'estiment schismatique, excommunié, ennemi de la religion, persécuteur du pape et de l'épiscopat. Il n'est pas étonnant que les manifestations religieuses francophobes éclatent avec vivacité quand, le 24 décembre 1813, les autorités françaises quittent le département du Simplon.

«A peine eurent-ils tourné les talons, rapporte Anne-Joseph de Rivaz, que, se tenant assurés de la protection des Autrichiens, nos zélateurs déclamèrent en chaire sous les yeux mêmes de l'évêque contre le gouvernement français comme contre un ennemi acharné à la perte de la religion, y employant non seulement tout ce que le faux zèle a de plus amer, mais encore tout ce que le fanatisme a de plus emporté.»<sup>44</sup>

<sup>40</sup> *Ibidem*, pp. 22-23.

<sup>41</sup> A.-J. DE RIVAZ, t. 1, p. 336.

<sup>42</sup> AV, Rz, cart. 55, fasc. 57, n° 8, du 12 janvier 1800.

<sup>43</sup> Le général Turreau à Talleyrand, dans *Revue de la Révolution*, 1886, deuxième semestre, *Documents inédits*, pp. 18-24 et 42-49.

<sup>44</sup> A.-J. DE RIVAZ, t. 1, p. 337.



### Le clergé régulier

Le clergé régulier comprend les trappistes, les pères de la Foi de Jésus, les capucins, les chanoines de l'abbaye de Saint-Maurice, ceux des hospices du Simplon et du Saint-Bernard.

Après la suppression des ordres religieux en France par l'Assemblée constituante, le trappiste Dom Augustin de Lestranges obtient pour ses confrères de s'établir à la Valsainte, puis à Soleure et à Saint-Pierre-de-Clages avant de s'installer à Sembrancher, sur la route du Grand Saint-Bernard. Accueillie à Martigny, le 20 février 1796, par les religieux du Saint-Bernard, la communauté, forte de quatorze pères et frères, passe la nuit en prières. Dès l'aube, les trappistes se dirigent vers Sembrancher, chantant les psaumes de la pénitence et transportant sur leurs épaules une grande croix de bois qu'ils se proposent de dresser à l'entrée de leur couvent. Celui-ci n'est qu'une misérable mesure, vestige d'une installation plombifère<sup>45</sup>.

Ils entreprennent aussitôt de défricher leur propriété, de l'ensemençer, de la mettre en culture. Ils instruisent en outre de nombreux enfants des villages voisins. Mais à peine se sont-ils établis convenablement qu'ils sont contraints de quitter leur monastère. Le résident français Michel Mangourit les considère comme «les fanatiques les plus fous qu'il y ait au monde» et les oblige à s'en aller au début du printemps 1798. Le chanoine Anne-Joseph de Rivaz nous a conservé le récit de leur départ:

«Cet ordre leur parvint le soir; le lendemain matin, sans se mettre en souci du parti qu'ils pourront tirer du terrain qu'ils avaient acheté à beaux deniers comptants et des vastes bâtiments qu'ils y avaient construits, et n'emportant avec eux que quelques vases sacrés, quelques ornements d'église, quelques vêtements sacerdotaux, quelques livres de chœur ou de piété, quelques linges et quelques hardes, ils se mettent en route sous la conduite de la Providence, précédés d'une croix de bois, marchant deux à deux dans le plus grand recueillement et avec la plus parfaite résignation, sans mot dire à personne et priant Dieu qu'il préservât le pays qu'ils quittaient du malheur de perdre le vif sentiment de religion qui l'avait rendu si chrétiennement hospitalier à leur égard.»<sup>46</sup>

Dès que le Valais recouvre son indépendance, en 1802, Dom Augustin sollicite du Conseil d'Etat l'autorisation de s'établir dans le val d'Illiez ou à Géronde, à proximité de Sierre. Ses religieux y instruisaient la jeunesse, soulageraient les pauvres et s'efforceraient de donner en tout le bon exemple. Géronde deviendrait une sorte de séminaire pour les jeunes gens attirés par l'état ecclésiastique; il remplirait le rôle de collège pour ceux qui préféreraient demeurer dans le monde<sup>47</sup>.

<sup>45</sup> Pierre GRELLET, *Louise de Bourbon-Condé, Princesse française et Trappistine en Valais*, dans *Annales valaisannes*, 1949, pp. 77-92. Voir p. 84.

<sup>46</sup> A.-J. DE RIVAZ, t. 1, pp. 45-46.

<sup>47</sup> AV, fonds Justice et Police, ancienne série, carton 61, Sierre, au 21 novembre 1802.

Une semaine plus tard, Dom Augustin demande la même faveur pour les religieuses trappistes:

«Il est essentiel pour le pays du Valais d'avoir un établissement de religieuses de notre ordre en même temps qu'il en aura un des religieux parce qu'alors des jeunes personnes de l'un et l'autre sexe étant élevés dans des mêmes principes et animés des mêmes sentiments, venant à s'unir ensemble par le mariage, formeront entre eux les plus heureux liens et de pareilles unions naîtront infailliblement les plus précieux fruits et les plus rares pour toute autre contrée privée de pareils établissements.»<sup>48</sup>

Le 18 janvier 1803, la Diète confirme l'autorisation accordée aux trappistes en 1795. La vie austère et laborieuse qu'ils mènent à Géronde leur suscite la jalousie et les critiques d'une fraction de la population sierroise. Afin de mettre un terme au persiflage dont ils sont les victimes, Dom Augustin, leur supérieur, les rappelle à la Valsainte, dans le canton de Fribourg, en 1805. Leur départ soulève bien des regrets. A titre d'exemple, voici les propos que l'abbé Jean-Maurice Clément adresse au chanoine Anne-Joseph de Rivaz:

«Je vois si peu de véritable zèle, de ferveur et de fermeté dans la plupart des autorités... et tant de relâchement et de désordres aujourd'hui de part et d'autre que le plus affreux spectacle me paraît se préparer pour la génération qui commence avec ce siècle. De toutes parts, la jeunesse, sans parler de ceux qui devraient la bien diriger, me paraît aujourd'hui dans un état déplorable. Je voudrais pouvoir multiplier de plus en plus dans ce pays les établissements des trappistes pour opérer cette réforme si désirable et indispensable.»<sup>49</sup>

Les pères de la Foi de Jésus s'établissent en Valais l'année même où les trappistes s'en éloignent. Ils appartiennent à une association religieuse dont l'activité principale réside dans l'instruction de la jeunesse. Cette congrégation, qui remplace celle des jésuites récemment supprimée, s'attire la bienveillance des autorités religieuses et civiles du pays. Anne-Joseph de Rivaz en explique les raisons:

«Il en est résulté une amélioration visible dans la discipline du collège, dans le maintien des étudiants; les étudiants déjà plus nombreux du double y sont beaucoup plus surveillés, les exercices de piété y sont plus fréquents. Enfin, ces pères travaillent à cette œuvre avec toute la ferveur des collèges jésuitiques à leur berceau. Il y a tout lieu de croire qu'ils sont aussi bons humanistes qu'ils sont pieux et zélés.»<sup>50</sup>

<sup>48</sup> AV, Rz, cart. 47, fasc. 31, n° 1, du 28 novembre 1802.

<sup>49</sup> *Ibidem*, cart. 20, fasc. 3, II, n° 26, du 1<sup>er</sup> janvier 1805.

<sup>50</sup> A.-J. RIVAZ, t. 1, p. 194.

Jean-Gaspard de Grégory, procureur impérial et membre du Corps législatif, les critique plutôt :

«Les jésuites ainsi établis à Sion depuis deux ans ont tiré à eux la vénération des principaux propriétaires et plus encore du peuple, qui est toujours peuple et qui ne voit et qui ne juge que par l'extérieur, et par ce qui frappe ses yeux louches.»<sup>51</sup>

Bien loin de posséder la science des pères de la Foi, les capucins, plus proches du peuple, jouissent du respect des autorités et de l'affection des petites gens. Au nombre d'une vingtaine, ils se répartissent dans les couvents de Sion et de Saint-Maurice. Leur influence morale est bien plus importante que leur effectif ne permet de le supposer. Se déplaçant de paroisse en paroisse pour leurs activités pastorales ou pour les quêtes périodiques, ils rencontrent d'innombrables personnes auxquelles ils distribuent images et chapelets quand ce n'est pas de la fleur de foin susceptible de guérir le bétail malade. Les bouleversements politiques et militaires de 1798 à 1802 leur causent des pertes sensibles que la générosité des fidèles permet seule de réparer.

Les étrangers de passage dans le Valais s'étonnent de leur influence. Ainsi, Louis-Vivant Lagneau, chirurgien dans les armées impériales, note dans son *Journal* :

«Nous voyons à Sion force capucins très sales; il paraît qu'ils ont une grande autorité morale sur la population qui est, en général, très bigotte.»<sup>52</sup>

Lorsque le Valais est annexé à la France sous le nom de département du Simplon, le maintien des couvents de Sion et de Saint-Maurice devient aléatoire. Le 3 janvier 1812, un décret impérial décide leur suppression. Toute la population en demeure atterrée. Dès le 14 février, les capucins abandonnent le couvent de Sion. Un des leurs, le père Cyprien Riondet, a laissé le récit de leur aventure :

«Leur sortie fut la cause d'un regret et d'une consternation publique, et à notre passage par les paroisses, les gens sortaient de leur maison, pleurant et se lamentant et nous donnant mille bénédictions. A Martigny, étant entrés chez l'aubergiste [Joseph] Morand pour y prendre un rafraîchissement, toutes les personnes de connaissance y vinrent nous faire leurs adieux, fondant en larmes et en gémissements. M. le prieur Murith nous invita à dîner, que nous reçûmes avec actions de grâces.

» Ceux de Saint-Maurice, dont le R. P. Faustin était gardien, et le R. P. Casimir, vicaire, cédant aux instances des «Messieurs» de cette ville, ne partirent que le 24 dudit mois, comblés de bienfaits, tant de la noble bourgeoisie qui leur fit cadeau de 25 louis, que des communes du dizain de Monthey, qui envoyèrent presque toutes des députés pour leur

<sup>51</sup> AAE, Valais, t. 9, p. 85, de Grégory à Champagny, du 15 octobre 1810. – *Extrait de son voyage...*, au 9 juillet 1810.

<sup>52</sup> Eugène TATTET, *Journal d'un chirurgien de la Grande Armée (L.-V. Lagneau)*. Introduction de Frédéric Masson, Paris, 1913, 327 p. Voir p. 64.

témoigner leurs actions de grâces pour les services qu'ils leur avaient rendus, et des compliments de condoléances, avec des secours en argent dont je ne sais pas bien la quantité. A Monthey, on fit une collecte pour eux et le conseil de Saint-Maurice leur a fourni des chars pour les conduire, eux et leurs effets, jusqu'à Bulle.»<sup>53</sup>

Quant aux chanoines de l'abbaye de Saint-Maurice, ils suscitent moins de sympathie. Le peuple les ignore ou les jalouse car l'abbaye vit en vase clos. A-t-elle encore une raison d'exister? C'est une question que bien des gens se posent. Sur les conseils réitérés de Charles-Emmanuel de Rivaz, qui la soutient en toute occasion, l'abbaye se charge enfin, en 1806, de rétablir le collège et d'y créer un pensionnat pour les étudiants.

Si l'abbaye possède si peu de notoriété, elle le doit en partie à la maladie de l'abbé Joseph-Gaspard Exquis. Il est atteint de troubles mentaux et il est incapable d'imposer à ses religieux le respect de la règle monacale. Le nonce apostolique, Mgr Fabrizio Testaferatta s'en inquiète. Lors de son voyage en Valais, à l'occasion du sacre de Mgr de Preux, il intime aux chanoines assemblés l'ordre d'élire un vicaire général. Leur choix se porte sur le curé de Bagnes, Charles Cotter. Anne-Joseph de Rivaz ne semble guère l'apprécier:

«C'est un homme altier qui en aucun temps n'a su se faire aimer de ses confrères. On l'estime comme pasteur. Ses talents sont médiocres. Il aura de la fermeté assez, mais elle tient à tant de hauteur et d'entêtement qu'on sera bien trompé s'il est aussi propre à gouverner cette maison et à y rétablir une bonne discipline que ses prôneurs du Haut-Valais se le sont persuadé de tout temps et l'ont persuadé à M. le nonce. Il est pour le moins aussi âgé que M. l'abbé et depuis de longues années sujet à de fréquents accès de goutte qui le tiennent souvent alité. Au reste, ce choix était le meilleur que ces messieurs, si jeunes pour la plupart et si légers en talents et en services, pouvaient faire dans la circonstance. Dieu veuille se servir de lui pour conserver en ce si ancien et si renommé monastère une étincelle de régularité!»<sup>54</sup>

Peu après la nomination du nouveau vicaire général, «l'abbé Exquis finit sa longue enfance par une attaque d'apoplexie qui le tua du premier coup». Anne-Joseph de Rivaz poursuit son récit par l'explication des intrigues qui divisent les chanoines lors de l'élection du nouvel abbé:

«Le prieur claustral, qui était le sieur [Joseph] Vannay, et qui ambitionnait ouvertement la mitre et la crosse et employait à y parvenir les moyens les moins délicats, pour ne pas dire les moins honnêtes, jusqu'à fermer les yeux sur le relâchement le plus complet de la communauté, jusqu'à prodiguer à ses jeunes partisans les déjeuners, les goûters, les permissions de sortir, ou les mener avec lui en parties de plaisir, ledit

<sup>53</sup> Léo BIOLLAZ, *La relation du P. Cyprien Riondet sur la rentrée des capucins au couvent de Saint-Maurice en 1814*, dans *Vallesia*, t. XIV, Sion, 1959, pp. 99-116. Voir pp. 103-104.

<sup>54</sup> A.-J. DE RIVAZ, t. 1, p. 247.

prieur, dis-je, convoqua le chapitre dans lequel il eut le déplaisir de les voir passer sur la tête et aux mains de M. le chanoine [Etienne-Germain] Pierraz, curé de Saint-Maurice, par les suffrages des religieux bénéficiers, qui procédèrent à cette élection plus consciencieusement que la jeunesse claustrale qui se proposait de se donner un supérieur commode.»<sup>55</sup>

C'est alors que les passions s'enflamment dans l'enceinte de l'abbaye. De la déception, on en vient au mécontentement, puis aux plaintes avant de se répandre en calomnies sur le nouvel abbé. Il faut donc poursuivre avec Anne-Joseph de Rivaz, le témoin le mieux informé de ces événements:

«Pour les réfuter, M. l'abbé et ses partisans se virent forcés de peindre au vif et au naturel le désordre général de la maison et les écarts nombreux de la plupart de ses religieux. Leur notoriété était depuis longtemps un scandale public à tout le Bas-Valais, et la matière trop ordinaire des censures malignes des Haut-Valaisans.»<sup>56</sup>

Mgr Testaferrata se rend à Saint-Maurice pour la consécration de l'abbé Pierraz. Il en profite pour rétablir l'ordre dans l'abbaye profondément divisée. Ici, Anne-Joseph de Rivaz multiplie les précisions:

«Le lundi, le mardi, le mercredi [24, 25 et 26 octobre 1808] furent employés par Mgr le nonce à examiner individuellement tous les religieux de la maison tant claustraux que forains, et il ne fut que trop convaincu, comme je le lui ai entendu dire à lui-même, que depuis quelque temps les jeunes religieux ne regardaient le monastère que comme une auberge où chacun croyait n'avoir rien à faire que de boire et de manger, d'entrer et de sortir pour son argent; que la pécularité, qui est le grand fléau de la régularité, s'y introduisait manifestement, que le relâchement y était à son comble, et qu'on n'y avait nulle idée d'obéissance et de subordination, et que pour peu qu'on eût tardé d'apporter un grand remède à de si grands maux, le désordre y serait parvenu à son comble et le mal irrémédiable. Il leur exhiba les pouvoirs extraordinaires qu'il avait reçus de Rome pour réformer la maison et modifier même la constitution, avec faculté d'en destituer les officiers actuels et de les priver pour cette fois du droit d'en élire de nouveaux. En conséquence, il décréta que désormais le prieur et le procureur seraient un peu plus sous la main de l'abbé que ne le portent les constitutions et que nul ne serait prieur qui n'eût également la confiance de l'abbé ainsi que celle du chapitre claustral. Il laissa pareillement à l'abbé la part principale à la nomination des cures. Je ne sais point encore ce qui a été réglé au sujet du pécule de l'abbé, mais il fut clairement stipulé qu'il ferait les honneurs de sa dignité aux dépens de la bourse commune; que, comme les études qui y étaient négligées depuis la révolution à un tel point qu'aucun des jeunes religieux n'avait point fait de théologie, on s'y

<sup>55</sup> *Ibidem*, p. 255.

<sup>56</sup> *Ibidem*, p. 259.

procurerait du dehors un professeur de théologie; que l'abbaye pour se rendre utile au pays donnerait un soin particulier au collège et au pensionnat qui viennent d'y être établis. Et en vertu de ses pouvoirs et de la plénitude de la puissance apostolique, il destitua de l'office de prier le chanoine Vannay, et de celui de procureur le chanoine [Louis] Barman, et le curé de Vollèges [Claude-Antoine Perraud] fut privé pour toujours, mais à la miséricorde de M. l'abbé, de voix active et passive au chapitre général. Puis il nomma prier claustral le chanoine [Barthélemy] Ody, administrateur de la cure de Leytron, et procureur le chanoine [François] Grillet, prier de Vétroz. Et comme il fut reconnu par M. le nonce qu'il était devenu impossible que M. l'abbé et le chanoine Vannay passassent par la même porte, l'ex-prier fut envoyé à Vétroz, et l'ex-procureur fut envoyé à Notre-Dame des Ermites, où il doit rester deux ou trois ans pour y vivre dans la retraite, y continuer ses études et y apprendre l'allemand. M. l'abbé garde en attendant la cure de Saint-Maurice, qu'il fait cependant administrer par le jeune chanoine [Nicolas] Gallay, agréable à la bourgeoisie et désiré par elle pour son successeur en ce bénéfice. L'exécution de ce décret au regard du spirituel est confiée à notre révérendissime seigneur évêque avec pouvoir d'interminer contre eux les censures ecclésiastiques, et M. le grand juge [Charles-Emmanuel] de Rivaz, en vertu d'une commission expresse du Conseil d'Etat, est chargé à l'instance du nonce et de l'abbé de surveiller le temporel et, en cas de résistance de la part des jeunes gens, de prêter main-forte à M. l'abbé contre les mutins. Quoiqu'ils aient tenu ferme jusqu'au dernier moment à soutenir leurs prétentions, ils se sont à la fin soumis. Mais comme il y a sujet de craindre que leur soumission ne soit pas durable, on a pris contre eux la précaution de les contenir par la menace de chasser non seulement de l'abbaye, mais même du pays, ceux qui tenteraient de s'insurger de nouveau et de redonner le scandaleux spectacle du schisme et de la révolte.»<sup>57</sup>

Sous la conduite de l'abbé Pierraz, la vie monastique s'améliore peu à peu dans la communauté abbatiale. Il faut la mauvaise foi du résident de France Derville-Malécharde pour prétendre que «cette maison ne peut plus subsister dans l'état de désordre et de scandale où elle se trouve depuis quelques années»<sup>58</sup>.

C'est alors que le Valais est annexé à la France. Le décret impérial du 26 décembre 1810 sur l'organisation du département du Simplon prévoit que l'abbaye de Saint-Maurice sera réunie aux monastères du Simplon et du Saint-Bernard. D'entente avec les prélats de Saint-Maurice et du Saint-Bernard ainsi qu'avec l'évêque de Sion, le nonce et

<sup>57</sup> *Ibidem*, pp. 260-262.

<sup>58</sup> AAE, Valais, t. 9, p. 21, au 8 juin 1810.

le préfet du département, les chanoines peuvent choisir ou leur sécularisation ou leur incorporation à la maison du Saint-Bernard. La plupart d'entre eux optent pour la vie conventuelle. Ils la poursuivent avec plus de dignité qu'ils ne l'avaient fait au cours d'un passé récent.

Par leur mode de vie, les chanoines du Simplon et surtout ceux du Saint-Bernard ne s'attirent que des éloges durant la période napoléonienne. Le passage des Alpes par Bonaparte avec l'armée de réserve en 1800 et la bienveillance que le Premier Consul voue dès lors à l'hospice du Saint-Bernard étendent la célébrité de cet établissement. La littérature alpestre décrit sans cesse l'hospitalité des chanoines, les secours qu'ils distribuent aux voyageurs et les dangers qu'ils affrontent pour venir en aide aux malheureux surpris par les intempéries. Il n'est personne pour qui la grande bâtisse construite au sommet du col ne soit synonyme de havre de paix et de sécurité.

Horace-Bénédict de Saussure, dont les *Voyages dans les Alpes* sont plusieurs fois réédités, n'est pas étranger à leur renommée. Les lecteurs se sentent saisis d'émotion au contact de ces pages riches de pittoresque et de sensibilité :

« Il est intéressant de voir, dans les grands jours de passage, tous ces bons religieux empressés à recevoir les voyageurs, à les réchauffer, à les restaurer, à soigner ceux que la vivacité de l'air ou la fatigue ont épuisés ou rendus malades. Ils servent avec un égal empressement et les étrangers et leurs compatriotes, sans distinction d'état, de sexe ou de religion; sans s'informer même, en aucune manière, de la patrie ou de la croyance de ceux qu'ils servent: le besoin ou la souffrance sont les premiers titres pour avoir droit à leurs soins. Mais c'est surtout en hiver et au printemps que leur zèle est le plus méritoire, parce qu'il les expose alors à de grandes peines et à de très grands dangers. Dès le mois de novembre, jusqu'au mois de mai, un domestique de confiance, qui se nomme le *maronnier*, va jusqu'à la moitié de la descente au-devant des voyageurs, accompagné d'un ou de deux grands chiens qui sont dressés à reconnaître le chemin dans les brouillards, dans les tempêtes et les grandes neiges, et à découvrir les passagers qui se sont égarés. Souvent les religieux remplissent eux-mêmes cet office pour donner aux voyageurs des secours temporels et spirituels; ils volent à leur aide toutes les fois que le maronnier ne peut pas seul suffire à les sauver; ils les conduisent, les soutiennent, quelques fois même les rapportent sur leurs épaules jusqu'au couvent. Souvent ils sont obligés d'user d'une espèce de violence envers les voyageurs qui, engourdis par le froid et épuisés par la fatigue, demandent instamment qu'on leur permette de se reposer ou de dormir un moment sur la neige; il faut les secouer, les arracher de force à ce sommeil perfide, qui les conduirait infailliblement à la congélation et à la mort. Il n'y a qu'un mouvement continu qui puisse donner au corps une chaleur suffisante pour résister à l'extrême rigueur du froid. Lorsque les religieux sont obligés d'être en plein air dans les grands froids, et que la quantité de neige les empêche de

marcher assez vite pour se réchauffer, ils frappent continuellement leurs pieds et leurs mains contre les grands bâtons ferrés qu'ils portent toujours avec eux: sans quoi ces extrémités s'engourdissement et se gèlent sans que l'on s'en aperçoive.»<sup>59</sup>

Au mois de mai 1800, un grand nombre de soldats en route pour Marengo profitent de l'hospitalité des religieux. L'auteur de la *Campagne de Bonaparte en Italie* se montre surtout sensible à leur abnégation:

«On ne peut s'empêcher d'admirer combien la religion et la vertu peuvent donner de force et de courage; il suffit, pour en juger, de considérer que le lieu qu'habitent ces religieux est le séjour des vents, des tempêtes, des glaces et des frimas; que, pendant le temps qu'on appelle «été», l'on passe toujours sur la neige pour y arriver; qu'il y gèle toutes les nuits; qu'on n'a peut-être jamais pu compter dans une année entière dix jours purs et sereins; que, si quelquefois ces religieux voient des hommes, c'est pour les voir souffrants, souvent mutilés, ou pour leur rendre les derniers et tristes devoirs de la sépulture... Espérons que le système de la destruction des moines ne pourra jamais s'étendre jusqu'à ces hommes respectables, qui n'ont fait le sacrifice d'eux-mêmes que pour l'utilité des autres hommes.»<sup>60</sup>

Victor-Donatien Musset-Pathay, employé à l'état-major de l'armée de réserve, rapporte sa marche pénible vers le sommet du col et le réconfort qu'il trouve à l'hospice. Voici quelques lignes relatives à cet épisode de sa vie militaire:

«Nous étions les seuls êtres vivants; partout la neige et les glaçons que le soleil couvrait en vain de ses feux impuissants. Enfin nous parvenons en haut. Un bâtiment à gauche, qu'on croirait à sa blancheur construit nouvellement, d'autres sur la droite nous attestent que des hommes sont venus s'établir dans ce pays aride où la terre glacée refuse de produire; à côté du chemin sont des tonneaux et deux hommes occupés à présenter des rafraîchissements aux soldats qui défilaient devant eux. L'hospitalité s'est réfugiée au milieu des frimas; il suffit d'être homme pour avoir des droits à la bienveillance des religieux du Saint-Bernard; à leurs yeux il n'y a plus d'ennemi, et nous leur paraissions des frères.»<sup>61</sup>

Pour clore cette liste des témoins, voici le capitaine Jean-Roch Coignet qui relève une fois de plus la charité des religieux:

<sup>59</sup> Horace-Bénédict DE SAUSSURE, *Voyages dans les Alpes*, 4<sup>e</sup> éd., Paris, 1880, pp. 194-195.

<sup>60</sup> *Campagne de Bonaparte en Italie, en l'an VIII de la République: rédigée sur les mémoires d'un officier de l'état-major de l'armée de réserve, par le citoyen Foudras. Dédicée au Premier Consul*, S. 1., an VIII, pp. 11-12.

<sup>61</sup> V[ictor]. D[onatien]. M[usset-Pathay], *Voyage en Suisse et en Italie fait avec l'armée de réserve*, Paris, an IX. – Septembre 1800, p. 108.



«Pendant que nos officiers et notre colonel étaient dans les salles avec de bons feux, nous reçûmes de ces hommes vénérables un seau de vin pour douze hommes, un quarteron de fromage de Gruyère et une livre de pain. On nous mit dans des corridors très larges. Ces bons religieux nous firent tout ce qui dépendait d'eux, et je crois qu'ils furent bien traités.

» Pour notre compte, nous serrâmes les mains de ces bons pères en les quittant, et nous embrassâmes leurs chiens qui nous caressaient comme s'ils nous connaissaient. Je ne puis trouver d'expressions dans mon intelligence pour pouvoir exprimer toute la vénération que je porte à ces hommes.»<sup>62</sup>

Les militaires ne sont pas seuls à témoigner une admiration constante aux moines du Saint-Bernard. Alors qu'il se rend en promenade à l'hospice au mois d'avril 1801, le doyen Bridel s'émeut de la charité des religieux. Ils accueillent, certains jours, plusieurs centaines de personnes qui transitent par le col. A la pensée des difficultés qui assaillent les voyageurs quand le temps se fait inclément, Bridel pastiche Horace-Bénédict de Saussure:

«C'est surtout en hiver et dans les temps d'orages, toujours très violents sur cette montagne, qu'on sent toute l'utilité de cet établissement: lorsque le ciel est couvert de nuages menaçants, ou que des brouillards cachent au voyageur la route qu'il doit tenir; lorsque le tonnerre gronde avec un fracas épouvantable, que les vents mugissent dans les rochers, que les avalanches se détachent et entraînent tout ce qu'elles rencontrent dans leur chute dévastatrice, que la neige tombe et couvre le chemin à la hauteur de plusieurs pieds; lorsqu'en un mot toute la nature semble conjurée pour la perte du malheureux passager, alors ces bons pères, accompagnés de domestiques nommés *maronniers*, dont la principale fonction est d'aller à la découverte, et précédés de leurs chiens fidèles, vont à sa rencontre, le soutiennent, le conduisent et même, s'il ne peut plus marcher, ils le portent au couvent.»<sup>63</sup>

Quand ils ne sont pas retenus par leurs activités charitables, les religieux participent aux exercices spirituels de la communauté ou ils s'adonnent à des travaux rustiques. Sur un alpage de leurs propriétés, ils soignent un nombreux troupeau de vaches dont ils tirent le beurre et le fromage. Ils transportent sur leurs mulets toutes les autres provisions dont ils ont besoin: pain, vin, viande, riz et légumes. D'une forêt distante de quatre lieues de l'hospice, ils ramènent leur bois, avec infiniment de peine. Pour l'économiser, les chanoines s'imposent la privation de se coucher, même en hiver, dans des chambres non chauffées. Quand la température s'abaisse trop, ils quittent leurs cellules et ils dorment tous dans le réfectoire de l'hospice.

<sup>62</sup> Jean-Roch COIGNET, *Les cahiers du capitaine Coignet (1776-1850)*, publiés d'après le manuscrit original par Lorédan LARCHEY, Paris, 1888, p. 56.

<sup>63</sup> Philippe BRIDEL, *Course au St. Bernard en avril 1801*, dans *Le Conservateur suisse*, t. 5, pp. 180-219, deuxième édition, Lausanne, 1856.

Les religieuses se rassemblent dans deux communautés: les Ursulines qui s'occupent d'instruction publique à Brigue et les Bernardines qui vivent à Collombey. Les premières sont fort appréciées par la population. Les secondes ne suscitent aucune sympathie. Quand, en 1812, le régime impérial supprime leur couvent, elles ne sont regrettées par personne «tant elles étaient nulles de toute nullité»<sup>64</sup>, si l'on se réfère au chanoine Anne-Joseph de Rivaz.

### Les revenus du clergé

Il serait intéressant de connaître l'importance des revenus du clergé. Lorsqu'on le dit riche ou pauvre, on se contente d'affirmations presque toujours gratuites. Assurément, le clergé n'est pas dénué de ressources. Mais quelle est leur réelle importance?

Pour la majorité de la population valaisanne, il ne fait pas de doute que les gens d'Eglise vivent dans l'aisance. Les revenus assurés dont ils jouissent leur valent une situation privilégiée. Ils provoquent bien des jalousies; ils créent beaucoup d'envieux. Il arrive, à l'occasion, que certains ecclésiastiques s'élèvent contre ceux qui leur reprochent leur bien-être. Une fois même, Mgr Blatter s'explique au Conseil d'Etat sur les richesses de l'évêché:

«On dit: «L'Evêché est assez riche!» Hé! il y a des particuliers qui, à proportion gardée, sont aussi riches que l'Evêque; mais si leurs biens se trouvaient endommagés, comme ceux de l'Evêché, ne porteraient-ils pas des plaintes bien fortes au gouvernement? Ne demanderaient-ils pas d'être dédommagés? «L'Evêché est assez riche?» Il faut donc réduire l'Evêque à la classe des indigents! La République sera-t-elle plus heureuse lorsque ceux qui avaient encore quelques moyens seront épuisés? «L'Evêché est assez riche!» On me permettra cette répétition qui a retenti peut-être cent fois dans mes oreilles depuis qu'on dévaste mes biens et qu'on m'accable de logements. «L'Evêché est assez riche!» Est-ce qu'on a fait un juste calcul sur le revenu et le déboursé de l'Evêque? Ces richesses consistent-elles en bâtiments dévastés, en fonds endommagés, en récoltes enlevées ou manquées, en dîmes, fiefs et cens ou que l'on a refusé de payer, ou qui n'ont été payés qu'à moitié, en logements de soldats qui encore dans ce temps me coûtent 60 batz par jour, sans parler de ceux dont on me charge à Saint-Pierre [de Clages] et à Martigny, sans rappeler ici les distributions précédentes de ces logements qui, encore pour l'année dernière, me font un compte de 300 livres pour Sion. Ces richesses de l'Evêché découlent-elles des juridictions et droits qui sont enlevés à l'Evêché ou des années fertiles et abondantes? Mais après les comptes faits de mon économie annuelle, et qui est pour un Evêque bien mesquine, toutes les grandes bourses de l'Evêché se trouvent remplies d'un grand vide. Où sont ces richesses?

<sup>64</sup> A.-J. DE RIVAZ, t. 1, p. 328.

«L'Evêché est assez riche!» L'Evêque mange-t-il seul tous les revenus de ce riche Evêché? Compte-t-on pour rien la classe des indigents et des pauvres qui est la plus nombreuse et qui formera bientôt la République valaisanne, si notre indépendance doit rester sur le pied où elle est. Combien y a-t-il de pauvres gens, non seulement de Sion et des environs, mais de tous les dizains de la République qui s'annoncent à l'évêque pour demander du pain, mais qui ne peut le leur donner comme il désirerait parce que ses revenus sont dévorés par l'excellente maxime: «L'Evêché est assez riche!»

» Mais je pourrais dire ici qu'autant que l'on endommage les biens et revenus de l'Evêché, autant de pain enlève-t-on aux pauvres. Et le cri des pauvres, qui souffrent la faim et la misère, est un cri qui a toujours pénétré jusqu'au trône d'un Dieu vengeur du pauvre, de l'orphelin et de la veuve.»<sup>65</sup>

Le ton indigné de cette protestation ne recouvre peut-être pas toute la vérité. Elle se trouve plus précisément contenue dans un mémoire de 1810, intitulé «Considérations sur le clergé du Valais par un Valaisan»<sup>66</sup>. Il est de la main de Casimir Lang qui, après avoir été membre de la Chambre administrative à l'époque du régime helvétique, devint président du dizain de Viège, puis conseiller d'Etat de 1808 à 1810. La troisième section de ce mémoire traite des revenus du clergé. En voici l'essentiel:

«L'évêché, dont le diocèse ne s'étend pas au-delà de la ci-devant République du Valais, a ses revenus principaux en ruraux et dont il fait valoir une partie par ses propres gens, ce qui l'oblige à tenir beaucoup de domestiques ouvriers et le train d'un grand fermier; une autre partie est affermée à prix d'argent. Une seconde branche de ses revenus consiste en fiefs et dîmes arrêtees, mais toutes ces redevances ont été rachetées ces années dernières et les communes qui n'avaient pas les fonds nécessaires pour payer le prix de leur rachat se sont obligées envers l'évêché et payent actuellement l'intérêt du capital convenu pour ce rachat. Je ne crois pas qu'il lui en reste encore des dîmes quittables ou dîmes proprement dites; du moins s'il en existe encore, cela doit être insignifiant. Il y a en outre quelques droits casuels qui cependant ne sont pas considérables, si bien que les personnes qui calculent sans entrer dans le détail évaluent les revenus annuels de l'évêché à huit cents louis d'or, soit à environ vingt mille francs; mais des personnes bien instruites et à même de pouvoir apprécier les diverses rentes prétendent qu'elles ne peuvent excéder quinze mille francs par année lors même que l'on fait valoir les terres avec beaucoup de soin et d'économie, ce qui paraît d'autant plus fondé que le prédécesseur de l'évêque actuel et qui

<sup>65</sup> AE, tiroir 365, n° 608, Mgr Blatter au grand bailli de la République, du 27 avril 1803.

<sup>66</sup> AAE, Valais, t. 12, fol. 51-57.

l'occupait pendant dix-sept ans et qui ne faisait aucune dépense extraordinaire n'a pas augmenté ses avoirs de trente mille francs. Je ne saurais ainsi porter les revenus nets de l'évêché qu'à quinze mille francs annuellement.»

Les membres du chapitre ne disposent guère de revenus annuels nets supérieurs à huit cent cinquante francs «et ce n'est qu'à force d'économie et d'ordre que ces Messieurs peuvent épargner de quoi pour se faire enterrer honorablement».

Les huit recteurs qui relèvent du chapitre sont pauvres. Chacun d'eux dispose au maximum d'un revenu de six cents francs.

Les curés sont inégalement riches. Une vingtaine d'entre eux desservent les paroisses mères. Leur revenu moyen s'élève à douze cents francs. Quant aux quatre-vingts autres, ils disposent de ressources variables qu'il convient de ramener à une moyenne de sept cents francs, «attendu qu'il y en a plusieurs qui n'arrivent pas à quatre cents».

Les quelque cinquante vicaires et recteurs n'obtiennent que rarement un revenu de quatre cents francs.

L'abbaye de Saint-Maurice et la maison hospitalière du Saint-Bernard jouissent de conditions fort semblables à celles de l'évêché.

Les capucins de Sion et de Saint-Maurice ne disposent d'aucune propriété. Ils ne vivent que de la charité publique.

Les quatre pères des Ecoles pieuses à Brigue et les huit pères de la Foi de Jésus à Sion ne peuvent suffire à leur entretien que grâce à l'aide du gouvernement valaisan.

Quant aux religieuses de Brigue et de Collombey, «elles sont ordinairement bien gênées dans leurs finances».

## Les pratiques religieuses

Outre ses ecclésiastiques, la communauté religieuse du Valais rassemble l'ensemble de la population du pays. D'innombrables observateurs, qu'ils soient étrangers ou autochtones, se sont montrés attentifs à l'importance que les Valaisans accordent à la religion et à ses desservants; ils ont mis en évidence le relâchement des mœurs; ils ont expliqué l'émotion provoquée par la suppression de quelques fêtes chômées; ils ont aussi relevé bon nombre d'habitudes religieuses locales.

### La religion et ses desservants

Il est difficile de comprendre le rôle de la religion pour les Valaisans. Le général Turreau, le responsable des colonnes infernales en Vendée, ne parle que «d'un peuple superstitieux et fanatisé»<sup>67</sup>. Pour Derville-Maléchar, celui-ci «est à la fois ignorant et superstitieux»<sup>68</sup>; il le dit aussi «fataliste comme un mahométan, bien que catholique superstitieux»<sup>69</sup>. Selon de Grégory, le peuple vit «sous le joug de la superstition»<sup>70</sup>.

La sévérité de ces jugements contraste avec l'appréciation d'Eschassériaux:

«La religion du Valaisan semblerait avoir les teintes des siècles fanatiques, mais elle n'a pas le caractère du fanatisme parce que le Valaisan ne peut avoir par sa nature de passions fortes et exaltées. La croyance pure et persuadée est pour lui la source de ses vertus et de ses mœurs, de sa bonne foi surtout qui est l'âme de ses actions et qui est la première des vertus sociales.»<sup>71</sup>

George Mallet partage cette opinion dans ses *Lettres sur la route de Genève à Milan par le Simplon*. Pour lui, «le Valaisan est naturellement religieux»; puis il ajoute, moralisateur:

«Il est affligeant de penser que la piété du Valaisan est peut-être due au peu de liaison qui existe entre son pays et le reste du monde; et lorsque nous accusons ce peuple d'être demeuré bien en arrière pour les lumières et la civilisation, ne devrions-nous pas, au contraire, le féliciter de n'avoir pas suivi la triste marche des autres nations vers l'indifférence des sentiments religieux.»<sup>72</sup>

<sup>67</sup> Le général Turreau à Bonaparte, dans *Revue de la Révolution*, 1886, premier semestre, *Documents inédits*, pp. 178-184.

<sup>68</sup> DERVILLE-MALÉCHARD, p. 12.

<sup>69</sup> *Ibidem*, p. 41.

<sup>70</sup> AAE, Valais, t. 9, p. 85, de Grégory à Champagny, du 15 octobre 1810. – *Extrait de son voyage...*, au 8 juillet 1810.

<sup>71</sup> AAE, Valais, t. 7, p. 166, Eschassériaux au ministre des Affaires étrangères, du 14 janvier 1805.

<sup>72</sup> George MALLET, *Lettres sur la route de Genève à Milan par le Simplon*, Paris et Genève, 1816, pp. 94-95.

Quant au médecin valaisan Hildebrand Schiner, il se contente de noter:

«Le Valaisan est fort attaché à sa religion qui toujours a été la religion catholique, apostolique et romaine.»<sup>73</sup>

Le respect que la population porte à ses prêtres est grand. Pour la plupart des familles, l'honneur le plus enviable revient à donner un fils ou une fille à l'Eglise. Antoine Kaempfen le confirme dans ses *Souvenirs*. Alors qu'il atteint ses dix-huit ans, il est désigné, avec trois autres jeunes gens, comme futur novice à l'abbaye de Saint-Maurice. Du coup, il s'élève dans la hiérarchie sociale car, «en Valais, de pareilles nominations sont de grandes nouvelles et deviennent le sujet de toutes les conversations»<sup>74</sup>. Sa famille et même ses connaissances participent à son élévation. Elles vivent par anticipation le jour où le jeune homme accomplira pleinement les gestes du prêtre. Elles le voient gravir les marches de l'autel pour y célébrer sa première messe. Elles se représentent la foule nombreuse qui participera à la cérémonie. Les autorités y seront toutes invitées. On festoyera trois jours durant. C'est qu'en Valais on attache «un très haut prix d'assister à une première messe et on dit qu'il faudrait user des semelles de fer pour assister au premier sacrifice offert à Dieu par un prêtre»<sup>75</sup>. Mais Kaempfen et l'un de ses amis décident de ne plus entrer dans les ordres. Quel scandale! «Nous étions bien convaincus que cet événement serait pendant quelques jours le sujet de toutes les conversations.»<sup>76</sup>

L'autorité morale dont jouissent les ecclésiastiques tient plus à leur état sacerdotal qu'à l'aspect extérieur de leur piété. On sait les critiques que leur adresse souvent l'abbé Jean-Maurice Clément, les réserves du chanoine Anne-Joseph de Rivaz à l'égard de son confrère Polycarpe de Riedmatten, les dénonciations de Jean Devantéry à l'encontre des ecclésiastiques qui s'adonnent à la pratique du barreau. Ce sont là des cas exceptionnels. Généralement, le clergé s'attache à donner le bon exemple.

En 1810, alors qu'il est âgé de vingt-cinq ans, le Fribourgeois François Bourquenoud effectue une brève excursion dans le Valais. A Sion, il observe la ponctualité des chanoines de la cathédrale à remplir leurs obligations:

«Une chose que j'ai remarquée à Sion et que je ne dois pas passer sous silence, c'est l'exactitude du Chapitre à chanter l'office divin; dès que les cloches tintaient, on voyait les chanoines se rendre à la cathédrale en surplis et en bonnet carré, tous en soutane et en ceinture; quoique grand Chapitre cathédral ayant la nomination de leur évêque, on ne les voyait affublés ni de croix, ni de rabat, ni de petit manteau, ni

<sup>73</sup> Hildebrand SCHINER, p. 28.

<sup>74</sup> Antoine KAEMPFFEN, p. 52.

<sup>75</sup> *Ibidem*, p. 47.

<sup>76</sup> *Ibidem*, p. 54.

de poudre, ornements qui ne servent qu'à prouver l'ostentation des prêtres qui s'en servent, comme nous en voyons quelques-uns dans notre canton, dont on peut dire en général que ce ne sont pas ceux qui ont conservé le meilleur esprit ecclésiastique des anciens temps...»<sup>77</sup>

Même observation chez Antoine Kaempfen qui, à l'âge de dix-sept ans, vit comme pensionnaire chez le chanoine Félix-Jean Wyss:

«C'était un vieillard de près de quatre-vingts ans, qui n'avait aucun défaut ni aucune infirmité de cet âge. Dire son bréviaire, assister dès les quatre heures du matin à tous les services de la cathédrale dont il était le grand chantre sans savoir chanter, faire des méditations dans un coin de sa chambre, jouer au petit tric-trac et politiquer sur le rétablissement prochain de l'ordre des Jésuites, étaient à peu près ses seules occupations.»<sup>78</sup>

### Le relâchement des mœurs

Malgré la force de la tradition et la multiplicité des mises en garde du clergé, les fidèles se laissent aller à des pratiques souvent blâmables. Serait-ce que l'esprit philosophique ait pénétré la population, que la licence morale se soit répandue et qu'elle ait modifié les conceptions de l'ordre et des devoirs religieux? Les lois que le gouvernement de la République indépendante promulgue sur les délits de lubricité, sur le maintien des bonnes mœurs et le respect dû à la religion, sur les ouvrages calomnieux, incendiaires et scandaleux, sur les filles-mères et sur la légitimation des enfants illégitimes constituent autant de tentatives officielles pour rétablir le mode de vie traditionnel extrêmement altéré par des années de guerre et d'occupation militaire.

Peu après les insurrections haut-valaisannes de 1798 et de 1799, Mgr Joseph Blatter se fait informer de l'état moral du pays par les desservants de paroisses. L'ensemble des renseignements obtenus permet à l'un de ses collaborateurs de rédiger une *Note sur le relâchement des mœurs*<sup>79</sup>. Le rédacteur anonyme de ce document explique la situation présente par quatre causes principales:

«D'abord tous les curés du diocèse sont d'accord à dire que le respect dû aux pasteurs disparaît de jour en jour malgré le zèle qu'ils mettent à remplir leur devoir avec exactitude; qu'ils ne sont plus écoutés; qu'à la moindre réprimande qu'ils donnent à des personnes sans conduite ils ne reçoivent que des grossièretés; s'ils veulent les corriger sur le scandale qu'ils donnent publiquement, au lieu de recevoir les avertissements avec soumission et d'avouer leurs fautes, «Vous

<sup>77</sup> François BOURQUENOUD, p. 110.

<sup>78</sup> Antoine KAEMPFFEN, p. 46.

<sup>79</sup> AE, tiroir 435, n° 18 *ter*, probablement de décembre 1800.

n'avez plus rien à nous commander, disent-ils aux pasteurs; votre autorité n'est plus; nous savons ce que sont les prêtres». Il n'est pas nécessaire de rapporter ici tous les propos injurieux que les audacieux et les libertins qui, pour l'ordinaire sont le fléau de leurs curés, tiennent en face d'un pasteur quand il les reprend sur leur inconduite pour en tirer la triste conséquence que, si les ministres de la religion, destinés par leur vocation au gouvernement intérieur des paroisses, je veux dire des cœurs et des passions de tous ceux qui leur sont confiés, peuvent être méprisés impunément si leur autorité se trouve sans appui; tous leurs travaux aboutiront à rien et le dérangement des mœurs deviendra un mal sans remède.»

La collaboration des autorités civiles et religieuses avait ordinairement fonctionné dans la république des Sept Dizains, avant son effondrement. Avec l'intervention française, les responsables politiques demeurent le plus souvent inexistants dans les localités de langue allemande. Les ecclésiastiques se trouvent donc isolés:

«Une seconde cause, qui occasionne la dissolution et la licence dans les mœurs, surtout dans le Haut-Valais, est qu'il n'y a point d'activité de la part des autorités civiles. Les curés, qui autrefois avaient toute l'assistance du bras séculier, ne l'ont plus aujourd'hui. Le vice se montre publiquement et personne ne le réprime; la justice n'est point administrée, les vols, la haine, l'esprit de vengeance, le libertinage sont sans frein; la corruption gagne de tout côté et personne ne travaille pour l'empêcher. C'est de quoi Messieurs les curés du Haut-Valais se plaignent amèrement. Or il est évident que le sacré ministère n'a pas assez de force pour réprimer la fougue du vice dès qu'il se montre publiquement sous la garantie de l'impunité.»

Quelle est dès lors l'importance de l'enseignement chrétien? Une façade derrière laquelle les particuliers vivent comme des incroyants:

«Une troisième cause, qui est une suite des précédentes, est un mépris affecté de l'instruction chrétienne et de la parole de Dieu. On cherche de s'éloigner et de s'absenter de l'office divin les jours de commandement autant que l'on peut, ou pour mieux dire, comme l'ont veut, puisqu'on ne fait pas attention aux curés. L'abus va encore plus loin dans de certains endroits du Bas-Valais où les cabarets et les bouchons sont pour l'ordinaire remplis de monde de l'endroit même, qui passent leur temps à boire pendant la célébration de nos saints mystères. On met peu de différence entre les jours du Seigneur et les jours d'œuvre; les autorités constituées sont souvent les premières à profaner les jours du Seigneur dans plusieurs paroisses en se rassemblant même pendant les offices divins et [en] vaquant à leurs fonctions. Que peut-on conclure de cette inconduite, si ce n'est que c'est un mépris formel de notre sainte religion? Or, que sera-ce des mœurs de ces hommes qui méprisent la religion, sans laquelle il est impossible de former les vrais et bons citoyens comme des vrais chrétiens?»

Comment dénoncer le relâchement des mœurs sans s'élever contre les désordres et la liberté mal comprise?



«Enfin, une quatrième cause sont les assemblées nocturnes dans plusieurs paroisses de l'Haut et du Bas-Valais, où les jeunes gens ont leur rendez-vous et se livrent à la danse, à la boisson, au libertinage, à des excès qui troublent la tranquillité publique par le tapage et les extravagances qu'on se permet. Souvent, on y forme des complots pas moins contre l'ordre public que nuisibles à des particuliers qui en sont l'objet. Les curés, qui ont la douleur d'être témoins de ce désordre, ne peuvent pas le réprimer parce qu'ils ne sont pas soutenus de l'autorité civile. Autrefois ces sortes d'excès étaient punis par des amendes et des peines médicales que les pasteurs imposaient aux coupables; les curés pouvaient se concerter avec les préposés des paroisses sur les mesures convenables pour dissoudre toutes ces assemblées dangereuses; mais aujourd'hui que tout le monde se prévaut du nom de liberté mal entendue, un curé n'a pour tout moyen que sa faible voix et la parole du ministère qui se perd en frappant l'oreille éloignée à la recevoir ou que la malveillance interprète au préjudice du pasteur.»

A l'analyse de la situation morale font suite les mesures adoptées par Mgr Blatter pour y remédier. Le 29 juin 1802, il adresse sa *Constitutio contra impudicos* à tous les fidèles de son diocèse<sup>80</sup>. Il leur explique la corruption des mœurs, la vie de débauche et les débordements de la luxure qui ravagent le Valais. Il rappelle aux pères et aux mères de famille, ainsi qu'à toutes les personnes qui disposent d'une autorité sur d'autres particuliers, de remplir leurs devoirs de conseil et de vigilance. A tous les fidèles, il demande l'exemple d'un comportement chrétien. Puis il lance ses menaces contre une catégorie particulière de débauchés:

«Quant aux personnes prostituées et sans pudeur, qui scandalisent le public par leur conduite honteuse, Nous leur annonçons et faisons savoir par la présente publication que si elles ne veulent désister de leur conduite scandaleuse elles seront assujetties aux peines suivantes:

» Primo. Si elles sont dans quelques confréries, elles en seront rayées et mises hors de ces sociétés pieuses qu'elles déshonorent.

» Secundo. Après deux ou trois avertissements qu'elles auront reçus, ou immédiatement de Nous, ou de leurs curés qui Nous en donneront avis, Nous leur interdirons l'entrée dans l'église et les offices divins aussi longtemps qu'elles continueront leur vie de scandale. Il est encore à remarquer qu'en cas de mort elles doivent être privées de la sépulture ecclésiastique.

» Tertio. Si elles méprisent ces corrections médicales et persistent dans leur état d'ordures pendant une année sans se réconcilier avec Dieu et l'Eglise, elles seront affichées aux portes de l'église, exclues de la communion des fidèles, privées des sacrements, du saint sacrifice de l'autel, des prières et des suffrages de l'Eglise et de toutes les bonnes œuvres du peuple chrétien et seront livrées à Satan...»

<sup>80</sup> AE, tiroir 326, n° 54.

La création du tribunal des mœurs, au mois de novembre 1802, n'améliore qu'apparemment le comportement des individus. Quant aux différentes lois adoptées par la Diète pour rétablir un peu plus de discipline morale, elles ne sont guère appliquées. Bien des gens partagent alors l'opinion que Pierre-Louis Du Fay exprime à Charles-Emmanuel de Rivaz:

«Ce qui est le plus déplorable, c'est la perversité de la jeunesse sur laquelle personne ne veille; l'autorité pastorale, n'ayant aucun appui dans les conseils, se borne à des sermons qui ne font aucun fruit; les mauvaises habitudes et inclinations se forment et la génération qui nous suit ne nous promet en partie que des gens méchants et de mauvais citoyens.»<sup>81</sup>

Sentiments encore plus alarmistes chez le curé de Monthey, Pierre Gard:

«Je vois, depuis quelques années, avec effroi grandir une jeunesse insolente. Malheur non seulement à la religion, mais à la société encore, si elle n'est pas réprimée!»<sup>82</sup>

C'est donc à la formation religieuse des jeunes gens qu'il faut consacrer l'essentiel des efforts. Telle est la mission que Mgr Xavier de Preux assigne aux ecclésiastiques et à tous les fidèles:

«Fortifiés par la grâce, qui est en Jésus-Christ, annoncez les vérités saintes, pressez vos brebis à temps et contretemps, suppliez, menacez, mais avec prudence, avec discrétion. Envisagez l'instruction de la jeunesse pour un de vos premiers devoirs; instruisez-la, catéchisez-la, mais plus souvent encore dans les temples et autres lieux consacrés au Seigneur que dans les maisons ou chambres privées.»<sup>83</sup>

Il semble bien que ce soit là prêcher dans le désert. Le relâchement des mœurs semble ne pas connaître de limite. L'abbé Jean-Maurice Clément le signale avec lassitude:

«Il y a près d'une trentaine d'années que je suis dans ce poste de vicaire et depuis 15 à 16 ans je vois un changement presque total dans les mœurs. Tout se corrompt, tout dégénère; et aujourd'hui les fréquentations les plus honteuses et criminelles dans presque toutes nos paroisses, entre les personnes mariées des deux sexes, sont autant, et j'ose même dire, plus communes qu'elles n'étaient jadis et qu'elles ne sont encore aujourd'hui entre les filles et garçons. On ne voit plus qu'infidélités dans les mariages, adultères cachés, débauches, injustices, moqueries, etc., etc. (...) Il y a donc bien peu de plaisir à vivre aujourd'hui et surtout à gouverner parce que le respect, la soumission aux autorités diminue d'un jour à l'autre. Plus de bonne foi!»<sup>84</sup>

<sup>81</sup> AV, Rz, cart. 55, fasc. 25, n° 22, du 16 janvier 1805.

<sup>82</sup> AV, fonds Justice et Police, ancienne série, cart. 91, section II, fasc. 5, n° 5, au conseiller d'Etat Dufour, du 4 juillet 1807.

<sup>83</sup> *Lettre pastorale de Monseigneur l'Evêque de Sion au clergé séculier et régulier et aux fidèles de son diocèse*, Sion, 1808, 19 p. Voir pp. 6-7.

<sup>84</sup> AV, Rz, cart. 20, fasc. 3, section II, n° 35, à Anne-Joseph de Rivaz, du 30 septembre 1809.

### De quelques «brebis galeuses»

Quel que soit le relâchement des mœurs, il faut se garder de penser que tout le monde participe au libertinage, que tous les particuliers vivent dans la luxure et que les lois de la morale religieuse ne sont que des formules qui n'ont de réalité pour personne. Il faut croire à l'existence du laisser-aller, mais il serait faux de penser que la majorité des Valaisans ne sont que des brebis galeuses. Assurément, elles sont rares. A peine ici et là, quelques esprits forts, adeptes de la philosophie contemporaine, manifestent-ils un libertinage scandaleux et un comportement condamnable. Les croyants n'en sont pas moins choqués. Ainsi, Christian Massy:

«Liberté exécration, le ciel t'a abhorrée, l'enfer est ton principe, la terre est aux alarmes, l'univers entier est dans la consternation! Liberté, instrument aveugle et séduisant, jusqu'à quand pervertirez-vous les nations? Fasse le ciel vous ensevelir dans le plus profond oubli! Tel est le désir de notre cœur et la joie immortelle de notre âme qui fait profession de vivre chrétiennement.»<sup>85</sup>

L'avocat Joseph-Louis Pittier représente bien ces âmes égarées sur lesquelles plane la réprobation générale. Après avoir reçu une première instruction des chanoines du Saint-Bernard, il accomplit ses humanités au collège de Sion. De là, il se rend à Chambéry où il étudie le droit. Muni de ses diplômes, il revient au pays. Le chanoine Anne-Joseph de Rivaz, qui n'est pas loin de voir en lui l'incarnation du mal, décrit l'avancement de sa fortune:

«De retour au pays, il y a fait l'avocat avec assez de succès. Il devint ensuite procureur fiscal d'un gouverneur de Saint-Maurice, emploi qu'il exerça comme la plupart de ses prédécesseurs, sans conscience et sans humanité. La profession d'avocat l'exposa à passer sa vie dans les auberges, à y faire bonne chère aux dépens de ses clients et à y galantiser les belles hôtes. Cette vie moitié occupée, moitié dissipée lui fit perdre le peu de principes religieux qu'il devait à sa première éducation. Il se délassa de ses études par la lecture de livres philosophiques et libertins. Ainsi préparé, les maximes les plus insoutenables de la Révolution française trouvèrent accès dans son esprit et dans son cœur. Zélé propagateur de la nouvelle doctrine, les notaires de la plaine et de l'Entremont furent ses premiers disciples, et il en fut l'oracle. Cependant naturellement poli, il n'en vécut pas moins respectueusement avec les seigneurs du Haut-Valais et les «Messieurs» du Bas-Valais. S'il ne donnait jamais l'exemple du culte public, il ne se permettait pas de le tourner en ridicule. Il vivait même plutôt bien que mal avec les ecclésiastiques.»<sup>86</sup>

<sup>85</sup> Christian MASSY, p. 313.

<sup>86</sup> A.-J. DE RIVAZ, t. 1, p. 135.

Quoiqu'il se montre zélé propagandiste de la France, il n'obtient que des places de second ordre durant tout le régime napoléonien. La charge de président du tribunal du département du Simplon lui est certes attribuée, mais «non sans un peu de scandale pour les gens de bien»<sup>87</sup>.

Le médecin Chrétien Desloges, qui suivit ses études médicales à l'université de Montpellier, n'a guère meilleure réputation. De France, il a rapporté «l'esprit révolutionnaire et la doctrine du matérialisme»<sup>88</sup>. Pour que sa situation financière et professionnelle n'en souffre pas, il quitte le dizain de Sierre, son pays d'origine, et s'établit à Saint-Maurice. Peu après, il se rend à Genève où, suprême scandale, il épouse «une protestante de petite condition»<sup>89</sup>. A la veille de l'annexion du Valais à la France, il se rapproche de son pays et prend domicile à Sous-Vent, entre Bex et Saint-Maurice, où «il exerce la médecine en charlatan et en arabe»<sup>90</sup>.

Félix de Courten, de Sion, jouit de beaucoup moins de considération. Comme il appartient à une famille distinguée, son comportement ne trouve pas d'excuse. Anne-Joseph de Rivaz lui a consacré quelques pages<sup>91</sup>:

«A un jacobinisme renforcé, [il] ajoute une vie passée tout entière dans la débauche et dans une négligence scandaleuse des devoirs religieux depuis bien des années.»

Désireux de se remarier en secondes noces sans s'approcher des sacrements de la confession et de la communion, il trompe la vigilance d'un jeune ecclésiastique et obtient que la bénédiction nuptiale lui soit donnée à la chapelle de l'ermitage de Longeborgne.

«En conséquence de ce mariage clandestin, le sieur Félix [de] Courten conduisit publiquement sa prétendue femme dans sa maison et vécut quelques jours avec elle dans un vrai concubinage sous le titre coloré d'un mariage canonique.»

La nouvelle se répand dans la ville de Sion.

«Les uns en rirent comme d'une folie digne de cet homme; presque tous s'en scandalisèrent.»

Le préfet national Charles-Emmanuel de Rivaz a beau lui représenter le déshonneur dont il se couvre et la honte qui rejaillit sur sa famille. Félix de Courten refuse d'entendre raison:

«Il ne répondit à tout cela, sinon qu'il prétendait jouir, sans être inquiété par personne, de la liberté d'opinion et de culte accordée à chaque citoyen par la révolution helvétique, qui le laissait maître, disait-il, d'être calviniste, juif, turc, déiste, et de se marier devant l'agent [national] au pied de l'arbre de la liberté, s'il dédaignait les cérémonies religieuses.»

<sup>87</sup> Charles-Emmanuel DE RIVAZ, *Mes Souvenirs de Paris...*, p. 117.

<sup>88</sup> A.-J. DE RIVAZ, t. 1, p. 138.

<sup>89</sup> *Ibidem*, p. 139.

<sup>90</sup> *Ibidem*, p. 139.

<sup>91</sup> *Ibidem*, pp. 104-106.

Sous la menace d'une excommunication que brandit le grand vicaire du diocèse, Félix de Courten se radoucit, «après avoir bien juré contre les prêtres». En fin de compte, le jeune ecclésiastique qu'il avait abusé «vint enfin à bout de lui persuader qu'il y aurait à lui un entêtement fou à aimer mieux coucher avec sa femme à titre de concubine qu'à titre d'épouse légitime». Félix de Courten consent donc à se confesser, puis à recevoir une seconde fois la bénédiction nuptiale.

Le cas de Félix de Courten ne mériterait pas d'être relevé s'il n'était pas exemplaire du comportement de plusieurs couples qui, dans quelques paroisses du Bas-Valais, «se refusent opiniâtement de faire bénir [leur mariage] par leurs propres pasteurs selon le rite catholique».

Dans deux cas au moins, des particuliers ouvertement opposés à l'autorité ecclésiastique se voient refuser la sépulture religieuse.

En 1802, un mendiant décède dans la commune de Saint-Martin. Le curé de la paroisse, Jean-Pierre Blondeau, refuse de l'ensevelir selon les rites catholiques. Il s'en explique au lieutenant du châtelain de son dizain:

«Je ne l'ai jamais vu se mettre à genoux dans l'église, pas même lorsque je passais à côté de lui portant le très saint sacrement en procession les troisièmes dimanches du mois, ni sur les chemins lorsque j'allais administrer les malades. Comme il a demeuré longtemps dans la paroisse, j'avais droit de lui demander qu'il fit ses devoirs comme paroissien et là-dessus il ne m'a jamais satisfait, m'ayant non seulement refusé une attestation de son devoir pascal, mais répondu que ce n'était pas de mes affaires.»<sup>92</sup>

Quelques années plus tard, le capitaine Arnold meurt en ville de Sion, au mois de mai 1809. Mgr Xavier de Preux refuse de le faire ensevelir en terre bénite. Il s'en explique au Conseil d'Etat:

«Comme Voltaire, M. le capitaine Arnold a fait ouvertement de tous les dogmes de la révélation divine un objet de ses sarcasmes les plus amers et il n'est rien de si sacré dans notre sainte religion qu'il n'ait blasphémé et pour qui il n'ait manifesté l'horreur la plus prononcée: personne ignore qu'il était un des plus méchants et irréligieux chrétiens du pays.»<sup>93</sup>

Le ministre de France en Valais, Derville-Malécharde, informe avec plus de détails le ministre des Relations extérieures, Jean-Baptiste Champagny:

«A Sion, les foudres de l'excommunication ont été lancées. Il fallait un exemple, disait-on, et la colère du clergé est tombée sur un Valaisan, octogénaire mort subitement au milieu de la nuit, seul, et par conséquent sans les secours de la religion. Les derniers devoirs et les honneurs

<sup>92</sup> AV, fonds Justice et Police, ancienne série, cart. 91, section II, fasc. 1, n° 1, du 10 octobre 1802.

<sup>93</sup> AV, fonds de l'Intérieur, *Ecclesiastica*, thèque 3, fasc. 1, section 2, n° 4, du 19 mai 1809.

de la sépulture ont été refusés aux cendres d'un ancien capitaine au régiment de Courten, officier pensionné de France, sous prétexte que depuis quelques années il ne fréquentait plus les sacrements. En vain le Conseil d'Etat a prié, menacé; le clergé s'est montré inflexible et l'évêque n'a paru un moment céder aux instances qui lui ont été faites que pour autoriser la plus scandaleuse des iniquités. Le corps de ce respectable militaire, inopinément enlevé à l'insu de sa famille, des autorités publiques, a été jeté sans honneurs, sans prières, dans une fosse creusée à dessein hors du cimetière public, accompagné des malédictions d'un prêtre fanatique et au milieu des imprécations de la populace qu'il y avait attirée par ses clameurs.»<sup>94</sup>

### **Remous autour de quelques fêtes religieuses**

Quelles que soient les libertés que les fidèles s'accordent à l'égard de la morale et des préceptes ecclésiastiques, la très grande majorité de la population accomplit ses devoirs dominicaux, fréquente les sacrements et se soumet aux pratiques religieuses, qu'elles soient obligatoires ou facultatives. Elle tient beaucoup aux très nombreuses fêtes chômées qui égrènent le calendrier liturgique. Elle trouve ainsi l'occasion de manifester publiquement sa foi en même temps qu'elle peut s'adonner à l'ivrognerie et au dévergondage.

Au début du régime helvétique, la population valaisanne chôme à peu près un jour sur quatre: les dimanches et les quarante fêtes de précepte.

Ces fêtes sont les suivantes: la Circoncision, le 1<sup>er</sup> janvier; les Trois Rois, le 6 janvier; SS. Fabien et Sébastien, le 20 janvier; S. Charlemagne, le 28 janvier; la Purification de Notre-Dame ou Chandeleur, le 2 février; S. Mathias, le 24 février; S. Joseph, le 19 mars; l'Annonciation, le 25 mars; le lundi de Pâques; le mardi de Pâques; le lundi de la Pentecôte; le mardi de la Pentecôte; SS. Philippe et Jacques, le 1<sup>er</sup> mai; l'Invention de la sainte Croix, le 3 mai; l'Ascension; S. Jean-Baptiste, le 24 juin; la Fête-Dieu; SS. Pierre et Paul, le 29 juin; la Visitation, le 2 juillet; S. Jacques, le 25 juillet; S. Laurent, le 10 août; l'Assomption, le 15 août; S. Théodule, le 16 août; S. Barthélemy, le 24 août; la Nativité, le 8 septembre; S. Mathieu, le 21 septembre; S. Maurice, le 22 septembre; S. Michel, le 29 septembre; SS. Simon et Jude, le 28 octobre; la Toussaint, le 1<sup>er</sup> novembre; Notre-Dame des Sept Joies, le 13 novembre; Ste Catherine, le 25 novembre; S. André, le 30 novembre; Ste Barbe, le 4 décembre; l'Immaculée Conception, le 8 décembre; S. Thomas apôtre, le 21 décembre; Noël, le 25 décembre; S. Etienne, le 26 décembre; les SS. Innocents, le 28 décembre. Chaque paroisse chôme en outre le jour de sa fête patronale. Quoique les hasards du calendrier puissent faire coïncider certaines de ces fêtes avec un dimanche, leur nombre demeure important.

<sup>94</sup> AAE, Valais, t. 8, p. 269, du 25 mai 1809.

Lors de l'établissement du régime helvétique, le résident de France, Michel Mangourit, exige de l'évêque Joseph-Antoine Blatter la suppression d'un certain nombre de ces fêtes. Celui-ci s'y prête d'autant plus facilement que, dès le début de son épiscopat, le nonce Joseph de Vinci l'avait autorisé de publier un mandement au sujet de leur réduction.

Le 6 juin 1798, l'évêque justifie cette mesure sur le fait que «dans les circonstances actuelles le canton du Valais a été exposé à des contributions considérables, que la perte qui en résulte pour le pays ne peut être réparée que par l'augmentation du travail en rendant au peuple la liberté de vaquer à des ouvrages un plus grand nombre de jours»<sup>95</sup>. Aussi les fêtes suivantes ne sont-elles plus de précepte: SS. Fabien et Sébastien, S. Charlemagne, S. Mathias, le mardi de Pâques, SS. Philippe et Jacques, l'Invention de la sainte Croix, le mardi de la Pentecôte, la Visitation, S. Jacques, S. Laurent, S. Barthélemy, S. Mathieu, S. Michel, SS. Simon et Jude, Notre-Dame des Sept Joies, S. André, Ste Barbe, S. Jean et les SS. Innocents.

Il est assurément plus facile d'ordonner que d'être obéi. Cette vérité est particulièrement fondée dans le Valais où chaque communauté politique ou paroissiale s'estime autonome et libre de toute obligation à l'égard de la collectivité désénale ou nationale. Aussi le mandement épiscopal est-il destiné à n'être pas appliqué. Anne-Joseph de Rivaz en dit le pourquoi:

«Peuple, prêtres, «Messieurs», tous s'y opposèrent. Le peuple, disait-on, vivait en Valais content de sa médiocrité et était plus heureux avec son strict nécessaire que tant d'autres peuples avec toutes leurs superfluités. Les montagnards surtout avaient du temps de reste, quoique chômant un tiers de l'année, pour la culture de leurs terres et pour tous les autres travaux de la vie rustique. Si une partie du peuple offensait plus Dieu ces jours-là par la fainéantise, la débauche et le libertinage, une autre partie l'honorait par son assiduité au service divin et par la ferveur de ses prières. L'intercession de tant de saints si solennellement et si sincèrement invoquée par un peuple foncièrement chrétien ne pouvait manquer d'attirer sur le pays les bénédictions célestes. L'intérêt était aussi pour quelque chose dans cette rénitence. C'était ces jours-là que dans les villes et bourgades du pays les gens riches se défaisaient de leur vin en le vendant en détail.»<sup>96</sup>

Au nombre des riches appartiennent également les chanoines de Sion qui retiennent l'attention de François Bourquenoud:

«Comme le Valais a peu de débouchés pour son vin, chacun le vend comme il peut. Tous les chanoines sont cabaretiers, on voit devant la maison de chaque un buisson ou une enseigne. (...) On nous dit que

<sup>95</sup> Mgr Victor BIELER, *Notice sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat en Valais depuis 1847*, Sion, 1930, 133 p. Voir p. 95.

<sup>96</sup> A.-J. DE RIVAZ, t. 1, pp. 264-265.

Messieurs les chanoines qui prêchent toujours par eux-mêmes dans leur église, ne prêchaient jamais contre les ivrognes. Je les approuve très fort, car s'ils n'agissaient pas ainsi, ils ne pourraient pas venir à bout de vendre leur vin. En passant à côté de la maison de feu l'ancien évêque, nous y vîmes aussi un buisson suspendu; alors j'ignore si lui-même vendait son vin, ou si c'est ses héritières qui vendent le restant de son vin, ou si c'est quelque chanoine qui tient actuellement bouchon là.»<sup>97</sup>

Responsable de la discipline morale, l'évêque ne se dissimule pas que la multitude des fêtes chômées engendre l'oisiveté, défavorise la pratique des bonnes mœurs et nuit au développement de l'agriculture et de l'artisanat. Il compte sur l'appui de la hiérarchie ecclésiastique et sur la collaboration des autorités civiles. Il enjoint donc à ses prêtres «d'exhorter leurs peuples à se conformer à ce nouvel ordre des choses qu'exigeaient impérieusement les circonstances des temps difficiles où l'on vivait, laissant cependant à la dévotion des peuples la liberté d'entendre ces jours-là, à une heure fixe, la messe basse de leurs pasteurs. Mais comme la plupart des curés cédant aux importunités de leurs paroissiens continuaient à chanter ces jours-là des grand-messes et à les carillonner, les novateurs tant du Haut que du Bas-Valais ne cessaient de déclamer, auprès du résident français auquel ils faisaient une cour assidue, contre cet intolérable abus, à la réforme duquel ils accusaient l'évêque et ses conseillers de ne faire que semblant de concourir tandis qu'ils le fomentaient sous main»<sup>98</sup>.

Dès le rétablissement de l'indépendance valaisanne en 1802, l'évêque se laisse influencer «par les conseils les plus perfides» et il ferme les yeux sur la désobéissance des fidèles<sup>99</sup>. La situation n'évolue guère jusqu'au début du mois de février 1808. Derville-Malécharde demande alors au Conseil d'Etat de faire respecter les dispositions du mandement épiscopal. L'essor du commerce par la route du Simplon l'exige impérieusement. Comme à l'accoutumée, le pouvoir exécutif tergiverse:

«Ces fêtes ne peuvent pas être supprimées, mais il est possible que par une exception en faveur du commerce de France la circulation de ses voitures soit permise le plus grand nombre de ces jours et le Conseil d'Etat croit pouvoir l'obtenir de la Diète lorsqu'il lui en fera sentir la convenance.»<sup>100</sup>

Sur ces entrefaites, un bref pontifical relève les fidèles de l'obligation d'assister à la messe les jours des fêtes supprimées. Mais l'évêque hésite à leur en communiquer le contenu. Il veut d'abord savoir qui

<sup>97</sup> François BOURQUENOUD, pp. 110-111.

<sup>98</sup> A.-J. DE RIVAZ, t. 1, p. 265.

<sup>99</sup> AV, Rz, cart. 55, fasc. 25, n° 20, Pierre-Louis Du Fay à Charles-Emmanuel de Rivaz, du 19 mars 1803.

<sup>100</sup> AV, M, vol. 45, pp. 25-27, le grand bailli à Derville-Malécharde, du 7 février 1808.



payera les 34 écus neufs que la cour romaine réclame pour l'expédition de la missive papale <sup>101</sup>. Deux mois plus tard, il craint les réactions des paroissiens à la suite de la publication de ce bref <sup>102</sup>.

Le 4 novembre 1808, à la veille de l'ouverture de la Diète, Derville-Maléchar d'intervient une nouvelle fois auprès du grand bailli Léopold de Sépibus:

«Le Conseil d'Etat verra qu'on peut allier la piété avec les besoins de l'agriculture et des peuples, et il ne me mettra pas dans la malheureuse nécessité de faire connaître à ma cour que les plus désastreux préjugés, que les prétextes les moins dignes d'être avoués prévalent dans ce pays sur l'intérêt général.

» Je désire vivement que le clergé du Valais, que les membres de la Diète connaissent mon opinion à cet égard; je m'estimerai heureux qu'elle pût en partie servir à vaincre la scandaleuse résistance qu'ont éprouvée jusqu'à ce jour les plus salutaires mesures.» <sup>103</sup>

Le Conseil d'Etat ne peut faire moins que d'informer les députés. La lettre qu'il adresse à la Diète fournit des précisions rares qu'il convient de rapporter:

«Quel respect la loi peut-elle inspirer au peuple lorsqu'on assemble un conseil de dizain pour délibérer si l'on doit continuer de célébrer les fêtes supprimées et qu'on renvoie cette question aux communes après qu'elle a été décidée par un bref du pape, sollicité par la Diète et le Conseil d'Etat et publié par le Révérendissime Evêque? Dans plusieurs communes, on a forcé les curés à célébrer la messe comme précédemment; dans d'autres, où les curés s'y sont refusés, ils ont été exposés à des désagréments graves; ailleurs, on a adopté des députations au Révérendissime Evêque pour qu'il ordonnât à tout curé de célébrer et de sonner solennellement la messe comme aux jours de fête; quelques pasteurs ont pris part personnellement dans cette affaire; ils ont, par des éloges ou des insinuations, animé leurs paroissiens à maintenir l'observance des fêtes et ont flétri dans l'opinion publique quiconque manifestait une opinion contraire. L'un d'eux, curé de Conches, Monsieur Thenisch, s'est permis d'aller lui-même auprès du nonce en Suisse, sans mission de ses supérieurs, et abusant d'un écrit de Monsieur Testaferatta, il a insulté à son évêque, au gouvernement de la République et induit le peuple à erreur; il a eu l'audace de prêcher publiquement contre la suppression des fêtes ordonnée par l'autorité suprême du chef de notre sainte religion.» <sup>104</sup>

<sup>101</sup> AV, fonds de l'Intérieur, *Ecclesiastica*, thèque 5, fasc. 7, n° 8, Mgr de Preux au Conseil d'Etat, du 31 mai 1808.

<sup>102</sup> *Ibidem*, n° 9, du même au même, du 20 juillet 1808.

<sup>103</sup> AV, M, cart. 73, fasc. 2, n° 117.

<sup>104</sup> AAE, Valais, t. 7, p. 247, du 6 novembre 1808.

Quelques jours plus tard, le 28 novembre 1808, le Conseil d'Etat transmet aux députés un message sur «un esprit de résistance dans diverses communes du pays au sujet du bref du Saint-Père». Il s'y élève avec vigueur sur la désobéissance que nombre de paroisses manifestent à l'égard du pape:

«Où en sommes-nous (...) si en fait de religion même, où notre sainte doctrine ne nous permet pas de contester l'autorité du chef de l'Eglise, les peuples sont admis à délibérer s'ils doivent lui obéir, ou comment et jusqu'à quel point ils doivent lui obéir? Où en sommes-nous si les prêtres eux-mêmes qui nous prêchent constamment l'obéissance aveugle à ce que le Saint-Père a décidé, nous excitent, au nom même de la religion, à ne pas respecter ses ordonnances? Serait-ce parce que le gouvernement a concouru à obtenir le bref du Saint-Père que l'on y mettait de l'opposition? Si cela était, ce serait un motif pour que l'autorité ecclésiastique, que le gouvernement appuie et favorise constamment, usât de tout son pouvoir pour faire cesser la résistance à des dispositions sagement concertées entre elle et lui.»<sup>105</sup>

Sur la proposition de la Diète, le Conseil d'Etat, l'évêque et les surveillants des décanats se trouvent chargés d'adopter en commun les mesures propres à ramener les esprits à l'obéissance. On n'agit pas différemment quand on veut envoyer aux calendes grecques la solution d'une difficulté!

Pour clore les discussions, on décide de ne mécontenter personne. Les jours des fêtes supprimées, l'évêque autorise les curés à célébrer, «un peu plus matin qu'à l'ordinaire, une messe basse pour satisfaire à la dévotion du peuple qu'on ne devait point empêcher, disait-il, d'entendre la messe et qu'on ne pouvait point forcer à travailler ces jours-là, si bon lui semblait».<sup>106</sup> Ce souci d'apaisement n'apporte pas les fruits espérés. Mgr de Preux s'en plaint au Conseil d'Etat. Les esprits, lui écrit-il, «se laissent dominer par un esprit de caprice, de contradiction, d'insubordination» et même, ils font «très peu de cas de la conservation du bon ordre et de la tranquillité publique»<sup>107</sup>. L'autorité gouvernementale revient à la charge, car la multiplicité des fêtes chômées est «tout à fait préjudiciable à la religion parce qu'elles sont devenues plutôt des occasions d'ivrognerie et de débauche que des jours de prières»<sup>108</sup>. La réponse épiscopale est immédiate:

«Le clergé assemblé aujourd'hui vous promet solennellement de cesser la célébration des offices solennels dès que le gouvernement aura pris ses précautions pour mettre un frein à la fougue du peuple et pour assurer la tranquillité aux pasteurs qui se conformeront aux vues du gouvernement.»<sup>109</sup>

<sup>105</sup> AV, M, vol. 30, pp. 434-438.

<sup>106</sup> A.-J. DE RIVAZ, t. 1, p. 266.

<sup>107</sup> AV, fonds de l'Intérieur, *Ecclesiastica*, thèque 5, fasc. 7, n° 6, du 7 avril 1809.

<sup>108</sup> AE, tiroir 391, n° 40, le Conseil d'Etat à Mgr de Preux, du 11 avril 1809.

<sup>109</sup> AV, fonds de l'Intérieur, *Ecclesiastica*, thèque 5, fasc. 7, n° 5, Mgr de Preux au Conseil d'Etat, du 12 avril 1809.

Mais, une fois encore, la population se soumet avec peine à l'autorité qui modifie des habitudes ancestrales. Lors de la chute de l'Empire, elle revient à ses coutumes en matière religieuse. Le clergé lui emboîte le pas. Anne-Joseph de Rivaz le précise :

«A son tour, l'évêque n'eut rien de plus pressé, aussitôt que les Français eurent évacué le pays, que de rétablir les choses sur le pied où les avait laissées Mgr [Blatter]; ce qui pour le peuple des campagnes est la même chose que de les avoir rétablies sur le pied où elles étaient avant la révolution de 1798. Car il chôme depuis lors toutes ces fêtes religieusement, pour ne pas dire scrupuleusement, quoiqu'un grand nombre d'icelles soient et demeurent de fait supprimées canoniquement, puisque c'est d'autorité apostolique. Ce qui ne manquera pas dans quelque temps d'ici de compromettre de nouveau le clergé et son chef avec le magistrat du pays, qui abandonnera difficilement la réforme de cet abus qui leur paraît tout à fait intolérable, cette multitude de fêtes étant manifestement préjudiciable à l'agriculture, au commerce, à l'industrie, et incompatible avec le passage du Simplon présumé devoir être à l'avenir très fréquenté par les voyageurs étrangers et par la voiture continuelle des marchandises; enfin réforme utile aux pauvres gens de la campagne et aux pauvres artisans des villes et à tous ceux en un mot qui sont dans le cas de vivre du jour à la journée du travail de leurs mains.»<sup>110</sup>

### Les pratiques religieuses

C'est durant les dimanches et les jours de fêtes chômées que les fidèles participent aux processions et qu'ils se rendent en pèlerinage dans diverses paroisses du Valais ainsi qu'à Notre-Dame des Ermites, à Einsiedeln. Les confrères pénitents du Très-Saint-Sacrement défilent alors en habit blanc. Au mois de juin 1798, le résident Mangourit demande l'interdiction de cette pratique. Il n'est que partiellement obéi :

«Les peuples des paroisses de la plaine de la Morge à la Drance, plus affectionnés à la révolution qu'attachés à la religion, cèdent à ce caprice irréligieux du proconsul français avec une docilité qui fut un sujet de scandale aux Valaisans allemands.»<sup>111</sup>

Les processions les plus nombreuses se déroulent à l'occasion des Rogations. Les confréries distribuent des rations de vin, de pain et de fromage à tous les participants. La longueur des trajets parcourus explique cette coutume. A titre d'exemple, voici les déplacements

<sup>110</sup> A.-J. RIVAZ, t. 1, p. 267.

<sup>111</sup> *Ibidem*, p. 67.

effectués par les paroissiens de Vissoie. Le jour de la Saint-Marc, la procession se rend alternativement à Mission et à Ayer. Le lundi avant l'Ascension, elle monte à Saint-Luc; le mardi à Saint-Jean et le mercredi, à Grimentz <sup>112</sup>.

Dès qu'une calamité s'abat sur une région du pays, de longues théories de fidèles se dirigent de village en village vers des oratoires: le laboureur y prie pour obtenir la pluie nécessaire à son champ; le pâtre implore Dieu pour qu'il fasse cesser les épizooties qui déciment ses troupeaux <sup>113</sup>.

Certains lieux attirent tout particulièrement les foules: Saint-Maurice où l'on implore le chef de la légion thébéenne et ses compagnons martyrs; Sion où l'on vénère la tombe du chanoine Mathias Will; l'ermitage de Longeborgne à l'entrée du val d'Hérens; l'oratoire dédié à Notre-Dame des Sept Douleurs, non loin de Mörel, dans le Haut-Valais.

Au dire des fidèles, de nombreux miracles s'opèrent dans ce dernier endroit. Antoine Kaempfen, quoique sceptique, rapporte dans ses *Souvenirs*:

«Dans l'idée qu'un enfant qui n'a pu être baptisé et qui, par conséquent, est entaché du péché originel, ne peut entrer en paradis et doit être dans une situation de malheur, quoiqu'on espère qu'il ne sera pas précisément dans l'enfer, une famille, et les mères surtout, éprouve toujours une bien grande peine lorsqu'un enfant arrive mort au monde. Il est naturel que dans un pays éminemment catholique et religieux, on ait recours à Dieu pour trouver quelque consolation dans une pareille circonstance, et pour obtenir de Lui un miracle, par l'intercession de la Vierge Marie; c'est donc à cette dernière qu'on s'adresse directement pour obtenir quelques instants de vie à l'enfant mort-né pour pouvoir le baptiser, et comme la Vierge a toujours quelques églises ou chapelles destinées particulièrement pour écouter telles ou telles prières, elle en a une spécialement consacrée pour entendre les supplications des parents qui veulent faire revivre les enfants mort-nés. Cette église est située à une lieue de Brigue, sur la route de Conches, au bord du Rhône, dans une vallée étroite et sauvage. La réputation miraculeuse de cette église, consacrée à la Vierge et gardée par un ermite, est tellement bien établie depuis un temps immémorial, qu'on y a vu arriver des pèlerins depuis l'Italie et apporter des enfants moitié putréfiés, afin de les faire ressusciter et les rendre aptes à recevoir le baptême. Voici comment se fait le miracle: on fait dire une messe en l'honneur de la Vierge; la figure et la tête de l'enfant sont découvertes, et l'on tient l'eau prête pour le baptême, on fixe avec la plus grande attention les traits de l'enfant

<sup>112</sup> Erasme ZUFFEREY, *Le passé du Val d'Anniviers. II. L'époque contemporaine: 1798-1925*, présenté et amendé par Michel SALAMIN, Sierre, 1973, (*Le passé retrouvé*, t. 3), 268 p. Voir pp. 36-37.

<sup>113</sup> George MALLET, *Lettres sur la route de Genève à Milan par le Simplon*, Paris et Genève, 1816, p. 93.

pendant l'élévation (car c'est là le moment où le miracle se fait) et on ne manque presque jamais de remarquer dans la figure soit une petite teinte rose, soit quelques mouvements dans les yeux et dans les lèvres; alors on se hâte de verser de l'eau sur la tête selon le rite prescrit pour le baptême, car l'enfant reprend sur-le-champ son état de mort, aussi est-il toujours enterré après la messe dans le cimetière qui entoure cette église. Après on se hâte de retourner à la maison pour annoncer à l'accouchée cette bonne nouvelle, qu'elle attend avec anxiété, en s'exprimant par les termes suivants: «Il a donné des signes et il est actuellement dans le ciel.»<sup>114</sup>

A Sion, sur la colline de Valère, les miracles s'accomplissent aussi en grand nombre. Le conseiller impérial Jean-Gaspard de Grégory relate les pratiques extravagantes qu'il y a observées au mois de juillet 1810:

«Dans l'église du mont Saint-Valère, officiée par les femmes trappistes, existe dans la chapelle de la Vierge le tombeau du feu chanoine Will, mort à Sion, dans une bonne estime de sainteté; ce tombeau a un trou à côté de la pierre sépulcrale; les habitants du Valais vont le visiter et tirent de ce trou de la terre qu'ils mêlent dans l'eau et ils la donnent aux vaches dans leurs maladies avec la ferme croyance que le vénérable les fera guérir sans autre remède, ni autre attention ou traitement.»<sup>115</sup>

Le médecin Hildebrand Schiner que l'opinion publique qualifie d'incrédule reconnaît que lui-même et les siens ont «plusieurs fois aussi senti les effets heureux» des prières qu'ils ont adressées au chanoine Will «dans diverses maladies, ne négligeant néanmoins aucunement les secours et l'emploi des remèdes indiqués». Son témoignage ne manque pas d'intérêt:

«Ce corps est tellement en vénération chez les Valaisans, et surtout chez le peuple valaisan, qu'il y a peu de jours dans l'année où des malades ne se rendent sur sa tombe pour y obtenir leur guérison par intercession auprès de Dieu; aussi y obtiennent-ils souvent leur guérison radicale, tels que les boiteux qui y obtiennent l'usage de leurs jambes, et en témoignage y laissent leurs béquilles, dont ils s'étaient servis pour y arriver; des possédés même conduits sur cette tombe y ont été délivrés, comme l'indique l'épithaphe sur une grosse pierre sur sa tombe. (...) D'autres encore y ont été guéris du mal caduque; enfin des malades et des fiévreux sans fin y ont été délivrés de leurs maladies par sa puissante intercession, et ensuite de son invocation très humble et confidentielle de la part de tous ces malades; mais quoi qu'il en soit à cet égard, je le regarde comme un personnage très pieux, jouissant à juste titre de la réputation d'un saint homme et surtout d'un grand exorciste, ce que son épithaphe établit d'une manière manifeste, ainsi qu'une infinité de

<sup>114</sup> Antoine KAEMPFFEN, pp. 23-24.

<sup>115</sup> AAE, Valais, t. 9, p. 85, de Grégory à Champagny, du 15 octobre 1810. – *Extrait de son voyage...*, au 9 juillet 1810.

tableaux ou portraits qui le dépeignent tous comme faisant l'exorciste sur des possédés. Ce qui le prouve, c'est qu'il y a peu de maisons un peu aisées dans le pays où l'on ne trouve pas un, sinon plusieurs de ces portraits tellement y jouissait-il de confiance et de réputation.»<sup>116</sup>

Même pour les cas bénins, les fidèles peuvent recourir à des saints. L'abbé Jean-Maurice Clément le précise: saint Damas préserve les campagnes des pluies excessives et des ravines; saint Brice éloigne les ouragans; saint Gras protège des animaux nuisibles; sainte Apollonie calme les maux de dents; sainte Agathe apaise les maux d'estomac; saint Blaise élimine les esquincies; sainte Claire soulage les maux d'yeux et de tête<sup>117</sup>.

Les croyances entachées de superstition composent aussi le tissu religieux de la population. Elles concernent souvent la mort. En voici quelques-unes que nous rapporte l'abbé Clément. Les deux premières se rapportent aux enfants décédés:

«On a une grande précaution de ne pas lier les jambes des petits enfants qui meurent à la mamelle, crainte, dit-on, qu'ils ne puissent pas courir librement dans l'autre monde pour aller avec les autres petits... ramasser les fleurs du paradis.»<sup>118</sup>

«On est dans la croyance erronée et même hérétique que les petits enfants qui meurent après le baptême ne peuvent entrer dans le ciel sans que quelqu'un leur dise: «Le Bon Dieu te baillai le paradis!» ou assez ordinairement: «Le Bon Dieu te baillai bonne part de paradis!» On croit donc que ces pauvres enfants sont errants et vagabonds sur la terre en attendant cette parole pour les mettre au ciel et qu'ils s'amuse à amasser et cueillir des fleurs dans les prés.»<sup>119</sup>

Les deux autres pratiques superstitieuses ont trait aux âmes des adultes défunts:

«Plusieurs croient fermement qu'il y a des esprits ou des âmes des défunts dans chaque coin et recoin des bâtiments, appartements, etc., de sorte qu'ils ont soin de ne jamais pousser ou fermer trop fort une porte, croyant d'attrapper ou de blesser les âmes qui peuvent souvent s'y rencontrer. On a de même soin de donner deux ou trois coups de la clé contre une porte avant de la défermer pour avertir les âmes de se retirer de derrière.»<sup>120</sup>

«Plusieurs disent et croient en même temps qu'on ne doit jamais laisser tomber à terre le licol de fer ou autre dont on attache les vaches, etc., à la mangeoire (...) dans la croyance où l'on est que pendant que les vaches, etc., sont dehors, les âmes des morts viennent se mettre autour de cette partie du licol qui entre dans la mangeoire.

<sup>116</sup> Hildebrand SCHINER, pp. 332-333.

<sup>117</sup> AV, Manuscrits Clément, n° 67, pp. 32-34.

<sup>118</sup> *Ibidem*, n° 55, p. 171.

<sup>119</sup> *Ibidem*, n° 55, p. 114.

<sup>120</sup> *Ibidem*, n° 55, p. 107.

» L'on croit aussi, quand il se trouve deux animaux liés dans un même licol, que ce sont les âmes du purgatoire qui demandent des prières.»<sup>121</sup>

Aux croyances relatives à la mort ne convient-il pas d'associer la pratique des repas d'enterrement en usage surtout dans le val d'Anniviers? Hildebrand Schiner a consacré une page à cette habitude:

«Un usage tout inouï qui s'y observe est celui par lequel les personnes mariées vivent très frugalement pendant tout le temps de leur mariage, et cela, comme ils disent, pour pouvoir bien faire enterrer les leurs; car ils donnent, les jours de l'enterrement et du septième d'un adulte de grandissimes repas à une centaine de personnes au moins; tout abonde dans ces sortes de festins; le bon vin y pétillait dans les verres; des bouillis, des rôtis, des plats de toute espèce couvrent toute la table, autour de laquelle est une populace en bon appétit. On commence le repas par le fromage rôti et on finit de même. L'on assaisonne les viandes avec du miel qu'on étend par-dessus; tout y est en profusion, et sans épargne ces jours-là; il semble qu'ils veuillent absorber les longues épargnes du décédé et convertir ses funérailles en fêtes.»<sup>122</sup>

D'autres manifestations de la vie religieuse retiennent l'attention des observateurs de passage dans le Valais. Ainsi en est-il du nombre de messes que l'on fait célébrer dans des intentions fort variées, des ossuaires que l'on entretient souvent avec soin, des croix que l'on dresse le long des chemins ou sur le bord des précipices, des indulgences que l'on recherche en de nombreuses occasions.

La piété des fidèles ne trouve pas toujours son compte dans la célébration de la fête patronale qui devrait être l'instant fort de la vie paroissiale. De tous les curés valaisans qui se sont exprimés à ce sujet, aucun ne s'est montré aussi sévère que le doyen d'Ardon, Jean-Joseph Carrupt:

«Un autre désordre me semble pas moins mériter l'attention des supérieurs tant ecclésiastiques que civils. Ce sont les excès scandaleux que l'on se permet, les fêtes patronales qui sont plutôt des véritables orgies que des fêtes chrétiennes, dont les pasteurs doivent trembler trois semaines d'avance par les désordres que l'on prévoit tant par rapport à la tirailerie que par rapport aux autres excès que l'on se permet.

» Premièrement, [dans] les confréries de la jeunesse qui porte les armes, tout est blâmable. Les officiers militaires sans expérience qui donnent le plus à la société, qui promettent le plus de vin ou [de] blé en enchérissant les charges, sans probité, ignorants, incapables de faire le moindre devoir, se laissent enivrer, se trouvent hors d'état de conduire la troupe; point de discipline dans les soldats, ni inspection d'armes; l'ivresse leur ôtant l'usage de la raison, outre les décharges ordinaires, on tiraille indistinctement parmi le monde; à chaque instant, ce sont des

<sup>121</sup> *Ibidem*, n° 55, p. 112.

<sup>122</sup> Hildebrand SCHINER, p. 320.

chapeaux qui sautent en l'air, des cheveux brûlés, des blessures plus ou moins graves. Bien des soldats ne sachant manier les armes ont fait des coups très dangereux. La dernière fête de Sainte-Catherine, à Saillon, un homme [a été] dangereusement blessé; quelques jours après, à la Saint-André, à Chamoson, un étourdi, malgré qu'on lui ordonnât de suivre la troupe, voulut rester pour épouvanter des femmes qui n'osaient sortir de l'église, crainte des coups, réussit à tirer au milieu de ces femmes et arracha l'œil gauche à la femme d'Emmanuel Tavernier qui a demeuré ou au lit ou dans une grave convalescence jusqu'à Pâques. Un François Aubert s'est tué lui-même par un coup de folie. Un Joseph Gilland eut une fois une jambe percée par la bourre du fusil; une autre fois, levé le crâne. Je serais long si je voulais rapporter tous les accidents arrivés dans une des semblables rencontres, et en divers endroits. Oui, presque toutes les années, on est dans le cas d'entendre des choses nuisibles au corps de l'homme.

» Secondement, il semble que dans ces fêtes tout est permis: débauche excessive, danses scandaleuses, batailles, du sang répandu, etc. (...) et, de surplus encore, l'impureté parce que ces jours se rencontrent tous les libertins de trois à quatre lieues à la ronde qui certainement n'y viennent pas pour faire le bien. J'allègue pour exemple un bal qui a eu lieu à Chamoson, un jour de Saint-André. Par bonheur qu'il n'y en avait presque point de l'endroit même! Deux servantes de Sion dansèrent en maîtres, jour et nuit, selon l'usage. [Le] lendemain, plusieurs des paroisses voisines se plaignirent d'avoir été volés. On soupçonna ces servantes; elles avouèrent et elles firent entendre que cela leur a été donné pour prix de ... (je passe silence). Un homme fort d'une paroisse voisine les fouetta d'importance et de la manière la plus scandaleuse et reprit les choses données.»<sup>123</sup>

En dépit des mises en garde des curés, des admonestations de l'évêque et des avertissements du Conseil d'Etat, la population maintient ses habitudes. Dans les excès, on continue à célébrer les fêtes patronales, quitte à se repentir quand on en éprouve le besoin...

Il se peut que des ecclésiastiques insistent trop sur les débordements des pratiques populaires. Faisons la part des choses et, plutôt que de rappeler les propos du sceptique Kaempfen, du sarcastique de Grégory et de l'incrédule Schiner, relisons les appréciations de Joseph Eschassériaux, bienveillantes jusque dans leur désapprobation. On se fera une plus juste idée de la vie religieuse dans le Valais napoléonien:

«Le climat sombre de ce pays a jeté sa tristesse dans les habitudes et dans le caractère des peuples qui l'habitent. On retrouve surtout dans leurs idées religieuses cette espèce de sentiment de terreur que la nature a imprimé à tous les peuples à l'aspect de ses grands accidents et de ses phénomènes extraordinaires: des ermitages, des ossuaires, des chapelles répandues, au pied, sur le flanc et au sommet des montagnes, attestent

<sup>123</sup> AE, tiroir 391, n° 46, Jean-Joseph Carrupt à Mgr de Preux, du 30 avril 1809.



quel est le génie du peuple du Valais. On place dans cette contrée une croix devant l'énorme débris d'un rocher qui s'est écroulé. On plante une croix devant le torrent qui menace de dévastation au lieu de lui opposer une barrière. Ce sentiment est religieux et beau sans doute, mais il n'est point une garantie que l'homme ne trouve dans le cours de sa vie que dans son travail et dans son courage.»<sup>124</sup>

<sup>124</sup> Joseph ESCHASSÉRIAUX, *Lettres sur le Valais, sur les mœurs de ses habitants...*, Paris, 1806, 136 p. Voir p. 19.

### Pour conclure...

On a souvent écrit que la période napoléonienne avait été pour le Valais, grâce à l'ouverture de la route du Simplon, l'occasion de se sortir de son isolement ancestral.

Cette affirmation se vérifie constamment dans les domaines de l'économie, dans l'acquisition du savoir et dans la libéralisation des mœurs. La mentalité religieuse évolue également. Il n'est, pour s'en convaincre, que d'entendre le doyen Bridel alors qu'il vient, en 1818, d'accomplir un voyage au Grand Saint-Bernard:

«Les Valaisans employaient autrefois l'exorcisme à tout propos: un homme était-il malade, une fille avait-elle des attaques de nerfs, un torrent faisait-il le méchant, une montagne menaçait-elle de s'écrouler, on les exorcisait à outrance. Maintenant, on a adopté une autre méthode, dont on se trouve généralement mieux: le malade... on lui donne un médecin; la fille vaporeuse... on la marie; le torrent dangereux... on le digue; la montagne ruineuse... on s'en éloigne et l'on va vite s'établir ailleurs.»<sup>125</sup>

Quelle peut être l'importance de ces changements s'il n'en résulte pas un supplément de bonheur pour les hommes? Ainsi que d'autres personnes, le sceptique Kaempfen s'est posé cette question. Il lui a même apporté une réponse pleine de compréhension pour ses compatriotes:

«Est-ce un bien, est-ce un mal que de voir la superstition diminuer? Jusqu'à présent je ne vois encore qu'un mal, parce qu'on est devenu moins vertueux depuis qu'on a moins de dévotion, et on a aussi moins de consolation dans le chagrin.»<sup>126</sup>

<sup>125</sup> Philippe BRIDEL, *Journal d'un pèlerinage à la vallée de Bagnes et au Grand Saint-Bernard*, dans le *Conservateur suisse*, t. 10, seconde édition, Lausanne, 1857, pp. 40-123.

<sup>126</sup> Antoine KAEMPFFEN, p. 24.

## Liste des abréviations

### Fonds d'archives

- AAE = archives du ministère des Affaires étrangères, à Paris.  
AE = archives épiscopales, à Sion.  
AV = archives du Valais, à Sion.  
M = fonds Médiation, aux AV.  
Rz = fonds de Rivaz, aux AV.

### Bibliographie

- François BOURQUENOD = François BOURQUENOD, *Relation du voyage fait en Valais en août 1810 par François Bourquenoud le Jeune*, publiée par André DONNET, dans *Annales valaisannes*, 1949, pp. 93-128.
- DERVILLE-MALÉCHARD = Claude-Joseph-Parfait DERVILLE-MALÉCHARD, *La réunion du Valais à la France. Extrait de pièces officielles*, Lyon, 1816, 59 + VIII + 51 p.
- Antoine KAEMPFFEN = Antoine KAEMPFFEN, *Deux cahiers des «Souvenirs» du D<sup>r</sup> Antoine Kaempfen (1784-1856), de Brigue, chirurgien-major au service de France*, publiés par Georges Fœx, dans *Vallesia*, t. XVII, Sion, 1962, pp. 1-120.
- Christian MASSY = Grégoire GHICA et Michel SALAMIN, *La chronique de Christian Massy, de Grimentz (Anniviers), pour les années 1790-1840*, dans *Vallesia*, t. XV, Sion, 1960, pp. 297-345.
- A.-J. DE RIVAZ = Anne-Joseph DE RIVAZ, *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, publiés par André DONNET, Lausanne, 1961, 3 vol. dans *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 3<sup>e</sup> série, t. V-VII.
- Hildebrand SCHINER = Hildebrand SCHINER, *Description du département du Simplon ou de la ci-devant République du Vallais*, Sion, 1812, 756 p.

## Table des matières

Le cadre politique . . . . .	43
L'époque du régime helvétique . . . . .	44
L'illusion de la République indépendante . . . . .	44
A l'époque du département du Simplon . . . . .	46
Le clergé valaisan . . . . .	48
Le clergé séculier . . . . .	48
Le clergé régulier . . . . .	63
Les revenus du clergé . . . . .	72
Les pratiques religieuses . . . . .	75
La religion et ses desservants . . . . .	75
Le relâchement des mœurs . . . . .	77
De quelques «brebis galeuses» . . . . .	81
Remous autour de quelques fêtes religieuses . . . . .	84
Les pratiques religieuses . . . . .	89
Pour conclure . . . . .	96
Liste des abréviations . . . . .	97
Table des matières . . . . .	98